PARTI SOCIALISTE
Conseil national du 21 septembre 1996
Séance de l'après-midi

Sommaire

La présidente (Sylvie Guillaume) 1
Ahmed Ghayet....1
Claude Evin 3
Yvette Roudy....7
Jean-Pierre Bel 9
Jean-Luc Mélenchon 11
Vincent Peillon....17
Gisèle Stievenard....21
Gilles Catoire....24
Jean Poperen....25
Philippe Coepel 34
Christian Bataille....35
Jean-Marie Le Guen 37
Denise Cacheux....40
Jean-Pierre Sueur....42
Geneviève Damanechich....45
Jean-Claude Correz 47
Lionel Jospin 48

La séance est reprise sous la présidence de Sylvie Guillaume.

La présidente (Sylvie Guillaume)

Chers camarades, nous reprenons nos travaux. Il y a 17 interventions cet après-midi.
Ahmed Ghayet sera le premier à intervenir. Claude Evin se prépare.

Ahmed Ghayet

Mes camarades, la nécessité pour nous de définir notre politique sur des questions aussi cruciales que l'intégration, que l'immigration et la lutte contre le Front National, est indispensable.
Le Premier Secrétaire en a fixé le cadre à La Rochelle.
Pendant ce temps, le gouvernement, quant à lui, pratique l'amalgame.
Je crois qu'il faut le rappeler fortement : non, les immigrés, les jeunes issus de l'immigration ne sont pas les causes de la montée du Front National. Non, ce n'est pas combattre l'extrême-droite que faire de la population étrangère l'otage de cette lutte.
Le risque est d'ailleurs grand de voir les prochaines législatives être un remake de la détestable campagne électorale des municipales de 1983, où les discours xénophobes avaient pu armer des bras haineux.

Fondation Jean-Jaurès

Rappelez-vous que l'été de cette année là avait été appelé : "l'été meurtrier".
Rappelez-vous Habib Grimzi, défenestré du train Bordeaux-Vintimille,Vahid Hachichi tué devant une boîte de nuit à Lyon, Taoufik, 9 ans, tué à la Courneuve un 14 juillet. La liste est longue de ceux qui ont payé de leur vie le lourd tribu de l'intolérance et de la xénophobie.
Aujourd'hui, le Front National choisit d'ajouter la haine au drame en exploitant honteusement la mort d'un jeune de 14 ans, tué par un autre jeune de 15 ans, après s'être assuré de l'origine du jeune meurtrier.
Cette haine qu'il voudrait voir déboucher sur l'affrontement, affrontement entre population française et population étrangère, affrontement qu'il essaye de susciter de façon insidieuse entre population de confession juive et population de confession musulmane.
Mes camarades, nombreux sont les militants, les jeunes notamment mais pas seulement, qui ont rejoint le Parti Socialiste sur des valeurs qui s'appellent solidarité, fraternité, droits de l'Homme, soutien et défense des immigrés ; ils agissent également au sein du mouvement associatif.
Ce que je sais d'ores et déjà, c'est que dans ces domaines, personne ne peut être irresponsable : nous réfléchissons au sort de milliers d'individus et non de machines.
Alors, certes le message a du mal à passer, mais raison de plus : clandestins, sans-papiers, immigrés, étrangers, jeunes issus de l'immigration, tous ces mots ont un sens : ils ne recouvrent pas les mêmes réalités, il nous faut donc un discours clair, audible, sans démagogie et sans concessions.
L'intégration aujourd'hui peut et doit passer par le canal politique. Notre parti a vocation à être facteur, vecteur d'intégration, à former des cadres politiques. La jeunesse issue de l'immigration doit y avoir sa place.
Souvenons-nous qu'à Dreux, le Front National et Marie-France Stirbois ont été battus grâce à la mobilisation de ceux que Le Pen a baptisé des "Français de papier"'.
Il nous faut définir une ligne politique claire et fidèle à nos principes en matière d'immigration mais ne négligeons surtout pas les indispensables mesures à prendre en matière d'intégration.
Dans nos rangs d'abord, où une reconnaissance, une place effective doit être accordée à ceux de ces jeunes qui nous rejoignent et qui affirment leur volonté, leurs compétences.
Lors des échéances électorales qui viendront, où nous devons leur ouvrir de façon significative nos listes.
Dans la redéfinition d'une politique d'intégration, enfin, qui doit prendre à bras le corps l'énorme problème que représente la discrimination à l'embauche.
En matière de jeunesse, de banlieue où il faut réfléchir à de nouvelles formes de citoyenneté, à une nouvelle conception de notre partenariat avec le monde associatif, notamment dans les pratiques locales, au quotidien.
Dans le domaine de l'Islam, où nous ne pouvons laisser une population en proie aux "déviances des caves", et où le principe même de la laïcité qui garantit une attitude égale envers toutes les religions doit être appliquée, mais aussi, mais

Collection Jean Jaurès

surtout en tendant la main à cette jeunesse qui nous attend, en prenant en compte leurs parents pour ce qu'ils ont fait, pour leur dignité, en faisant preuve, mes camarades, de responsabilité, de lucidité, en agissant en Socialiste !
(Applaudissements)

Claude Evin

Chers camarades, quelques réactions sur les points essentiels de notre débat au cours de ce Conseil national.
Nous commençons une année qui va être marquée par un certain nombre de débats ; j'en dirai quelques mots tout à l'heure, mais dans un premier temps, il est important de valider le calendrier que Lionel nous a proposé ce matin, calendrier qui permettra donc de désigner nos candidats à l'élection législative un an avant l'échéance de 1998, qui nous permettra aussi de nous préparer, de préparer nos propositions sur le plan économique et social et de terminer cette année par un congrès.
En effet, il est nécessaire que ce congrès se tienne comme élément de mobilisation à la veille de l'élection législative.
Le fait que le congrès puisse être justement le point d'orgue pour l'élaboration de notre programme serait tout à fait bien fondé.
Mais le Conseil national aujourd'hui va surtout dans le cadre de la préparation de ces échéances législatives, arrêter une procédure concernant les candidatures féminines.
La décision que nous allons concrétiser aujourd'hui de réserver 30% des circonscriptions à des femmes lors des prochaines élections législatives est une étape importante pour l'accès des femmes à la vie politique.
C'est une étape nécessaire, ce ne sera sans doute pas une étape suffisante.
Cette décision aujourd'hui s'inscrit dans la même perspective que celle que Michel Rocard avait proposée au Parti pour les élections européennes de 1994.
Il va sans dire que cette décision, aujourd'hui, doit faire l'unanimité dans le Parti. Mais il faut bien aussi que nous mesurions toutes les implications de ce choix.
Aujourd'hui, nous prenons une décision volontariste parce qu'il est nécessaire de prendre une décision sans laquelle nous n'aurions pas, en effet, atteint cet objectif. Et le fait de fixer un cadre qui, effectivement, pourra apparaître artificiel ne manquera certainement pas de commencer à changer les comportements, mais il faudra au-delà tout mettre en œuvre pour que l'accès des femmes aux responsabilités politiques tant internes qu'électives devienne non plus une démarche volontariste, mais naturelle, cela à tous les niveaux.
Et cette démarche implique, par exemple, que nous soyons capables de donner aux femmes la possibilité de concilier leur vie civile avec un engagement politique ou public ou que l'on soit capable de mettre enfin en place les droits que nous avons votés, je pense particulièrement à la loi sur l'égalité professionnelle, et on voit bien à travers l'adoption ou la référence plutôt à un tel texte combien il ne suffit pas de voter des textes à l'Assemblée Nationale, combien il ne suffit pas de voter des textes dans une Convention ou un Congrès

Fondation Jean-Jaurès

pour que, nécessairement, les comportements se transforment. Nous avons, les uns et les autres, beaucoup de travail à faire à ce sujet.
Le débat politique de ces dernières semaines a semblé se focaliser autour du Front National et des propos de Jean-Marie Le Pen. C'est réducteur, mais il nous faut bien traiter cette question. Les propos racistes et xénophobes de Jean-Marie Le Pen sont abjects. A l'exclusion, à la haine, à la violence qu'ils contiennent, il nous faut opposer les valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité. Mais là aussi, l'affirmation de ces valeurs, si elle est absolument nécessaire, ne saurait suffire à traiter l'angoisse qu'exprime la majeure partie de nos concitoyens qui, aujourd'hui, se reconnaissent dans cette démarche du Front National.
Nous ne pouvons, en effet, n'en rester qu'à un débat certes nécessaire, mais insuffisant pour contrer réellement les idées du Front National sur le terrain. Et cela a été dit ce matin, je ne rappellerai qu'une phrase en ce qui me concerne, ce n'est pas non plus par des mesures judiciaires uniquement que l'on réglera cette question. Le Front National vit aussi de la déception, du dépit de nos concitoyens à l'égard de la classe politique traditionnelle ou même malheureusement par le dépit à l'égard de tout projet politique et par la désespérance. C'est parce qu'ils ne parviennent plus toujours à trouver des repères, Jean Glavany à juste titre disait un sens, c'est parce qu'ils n'arrivent plus à trouver des réponses face à l'angoisse de l'avenir que nombre de nos concitoyens se réfugient dans le vote Front National beaucoup plus souvent que par conviction.
Il est donc bien évident que nous avons, au-delà de la Commission que nous mettons en place sur la question du Front National, à faire que l'ensemble de nos travaux de la Convention que nous préparons sur les questions économiques et sociales nous permettent de lutter réellement et efficacement contre lui.
Et à ce sujet, je voudrais dire quelques mots justement sur la question de l'immigration.
L'affaire des africains sans papiers de Saint-Bernard a relancé le débat sur l'immigration dans les pires conditions, les pires conditions par rapport à l'opinion, mais peut-être aussi, du moins si nous n'y prenons pas garde, en notre propre sein.
Gardons-nous des déclarations simplificatrices, des déclarations passionnelles sur un sujet qui nécessite une approche rationnelle et humaniste. Il nous faudra bien dire clairement ou peut-être répéter, si nous l'avons déjà dit, si les Socialistes veulent ou non maîtriser l'immigration. Maîtriser, oui, cette immigration dans la mesure où il est irréalisme de parler d'immigration zéro.
Il nous faudra aussi être clair à l'égard des lois Pasqua. Elles sont incohérentes, nous les avons dénoncées au Parlement lorsqu'elles ont été présentées. Elles sont génératrices de drames humains.
Mais ne nous illusionnons pas sur le fait que leur assouplissement ou leur abrogation suffirait à régler les problèmes que nous rencontrons avec l'immigration et notamment l'immigration africaine. On a bien vu que durcir les textes ne suffisait pas à tarir les flux d'immigrés, mais vouloir lever les

obstacles à cette immigration sans plus de réflexion accélérerait beaucoup plus la tiers-mondisation de nos banlieues que cela ne contribuerait au développement du sud.
Gardons-nous aussi de globaliser les problèmes relatifs à l'immigration. Je crois qu'il n'y a pas une immigration, il y a des immigrations. Chacune appelle des réponses spécifiques quant au traitement de leur origine. Il nous faudra aller plus loin que de parler de manière globale de la nécessité de l'aide au Tiers-Monde que personne, naturellement, ne conteste.
Et sur ce point, je crois qu'il serait particulièrement utile de regarder avec attention la spécificité des immigrés de Saint-Bernard qui, hier à Vincennes, aussi aujourd'hui à Montreuil, originaires pour l'essentielle du Sahel, constituent un type d'immigration assez particulier, assez collectif, qui dépasse largement la seule immigration de survie pour être une réelle immigration de solidarité.
Le fait qu'à Saint-Bernard comme aujourd'hui à Montreuil, ils demandent à être traité dans la globalité traduit, effectivement, ce qui est à l'origine de leur arrivée en France et qui s'appuie sur une démarche de la région du fleuve Sénégal dans le cadre de cette immigration.
Cette réflexion pourra être livrée à la cogitation de la Commission immigration. Des initiatives avaient commencé à être prises au début des années 1990 avec les autorités du Mali et du Sénégal. Il y aurait peut-être à reprendre des propositions dans ce sens d'autant plus que les Présidents de la République en question ne sont quand même pas très éloignés de notre propre réflexion.
Nous aurons aussi à répondre à l'inquiétude et aux doutes de l'opinion. Inquiétude et doutes qui se sont particulièrement manifestés, qui se manifestent particulièrement en cette rentrée. Inquiétude face à l'aggravation de la situation de l'emploi, inquiétude devant les hécatombes industrielles qui s'accumulent, inquiétudes face à la crise du pouvoir d'achat. Et puis, doutes quant à la politique suivie par le gouvernement.
Inquiétudes face aux hécatombes industrielles, que ce soit les restructurations annoncées au début de l'été dans les industries d'armement, que ce soit celles qui touchent de manière plus diffuse, mais non moins dramatique, un certain nombre de régions rurales. Les exemples comme Moulinex ou l'industrie de la chaussure sont là pour nous rappeler combien, y compris notamment dans le milieu rural, un certain nombre de désertifications sont absolument dramatiques et tendent à ce que l'ensemble des liens de solidarité que nous avions connus auparavant se distendent et fassent que ces problèmes, dans ces zones, s'apparentent considérablement de plus en plus aux problèmes que nous rencontrons dans les zones urbaines.
Cette crise de l'emploi marque l'échec le plus important de la première année de présidence de Jacques Chirac, mais au-delà de l'aggravation de cette situation de l'emploi, la crise est aussi marquée par une détérioration du pouvoir d'achat. Après avoir augmenté la TVA de deux points en 1995, après avoir mis en place de nouveaux prélèvements pour rembourser la dette sociale, le gouvernement vient de supprimer un certain nombre d'allocations, par exemple

celle de rentrée scolaire qui n'est en rien une mesure symbolique pour de nombreuses familles au revenu modeste.
Cette crise du pouvoir d'achat des salariés intervient au moment où l'autofinancement des entreprises n'a jamais été aussi élevé, et le déséquilibre entre salaires et profits ne cesse d'augmenter. C'est pourquoi la question du pouvoir d'achat doit être traitée. La demande des ménages est un facteur de soutien de la croissance. Nous devons donc pousser à des négociations salariales dynamiques, affirmer clairement notre soutien aux actions qui se mènent ou qui vont se mener dans les prochaines semaines sur ce thème du pouvoir d'achat.
A cette inquiétude pour l'emploi, à cette inquiétude devant la dégradation du pouvoir d'achat, s'ajoute le doute dans la politique menée par le gouvernement et le Président de la République. On nous avait annoncé une grande réforme fiscale, voilà que la montagne accouche d'une souris. On nous avait annoncé la maîtrise des dépenses de santé, voilà, comme c'était prévisible, qu'on apprend que le Ministre des Affaires Sociales a cédé devant les pressions de certaines professions, alors que la Caisse Nationale d'Assurance Maladie avait fait des propositions tendant à limiter la progression de la dépense.
On nous avait annoncé la réduction de la fracture sociale, voilà que le Gouvernement veut remettre en cause le Revenu Minimum d'Insertion.
Le ballon d'essai lancé en effet il y a quelques jours n'est pas fortuit et son apparente "mise au placard" devant les protestations des associations de lutte contre l'exclusion ne doit pas faire illusion.
Après les déclarations d'Eric Raoult il y a quelques mois sur ceux qui s'installaient dans la culture du RMI, la droite fait peser une réelle menace de remise en cause de ce droit en réintroduisant les mécanismes d'obligation alimentaire.
En 1988, nous n'avons pas en effet seulement créé une prestation de subsistance pour les personnes en grande difficulté, nous avons créé un véritable droit d'existence en reconnaissant la personne pour elle-même et non pas par rapport à ses ascendants ou à ses descendants. Et l'argument sur les fautes éventuelles est un faux argument puisqu'on sait très bien que les mécanismes de contrôle et de décision d'attribution du RMI existent dans le texte de la loi.
Mais cette mise en cause du RMI, là aussi, n'est pas fortuite. Elle est d'abord d'autant plus choquante que son annonce coïncide avec la présentation de la loi de finances qui favorise les revenus les plus élevés en même temps qu'elle atténue le caractère progressif de notre système fiscal et elle n'est pas fortuite puisqu'il ne faut malheureusement pas s'étonner que le Gouvernement mène cette politique-là : c'est une bonne vieille politique de droite, injuste quant aux choix présentés et incapable de préparer l'avenir.
Face à ces doutes à l'égard du pouvoir actuel, nous avons, nous Socialistes, une responsabilité particulière. Ce n'est pas en effet parce que les Français sont déçus de l'actuel pouvoir qu'ils sont prêts pour autant à se jeter dans nos bras. Je l'avais écrit, mais j'ai déjà entendu cette formule à la tribune ; elle n'est sans doute pas fortuite dans l'état de nos réflexions aujourd'hui. Les Français attendent de nous que nous soyons nous-mêmes, mais ils ne se contenteront pas

de vagues slogans ou de généralités. Nous devrons donc dire clairement comment nous comptons réduire les inégalités, à commencer par l'inégalité face à l'emploi, et comment nous envisageons une politique significative de redistribution.
Ce sera donc l'enjeu des prochaines semaines préparatoires à notre Convention sur les questions économiques et sociales. C'est là le défi à relever sur lequel nous sommes, en fait, le plus attendus.
(Applaudissements)

La présidente - Yvette Roudy, et Jean-Pierre Bel se préparent.

Yvette Roudy

Mes chers camarades, quelques réflexions rapides et en style télégraphique, considérant le temps qui m'est imparti.
Concernant les candidatures féminines et la féminisation de nos assemblées élues, d'abord, je voudrais dire toutes mes félicitations au groupe qui a fait le travail qui nous a été présenté, qui n'a certainement pas été facile et qui représente un bon tremplin, bien sûr, pour aller plus loin, mais une bonne base de réflexion.
Dommage que l'information soit parvenue un peu tard, mais là je dois saluer l'absolue discrétion qui a entouré tous ces travaux, puisque rien en effet n'a transpiré.
Donc, du bon travail et qui va, je dirai, dans la bonne direction.
D'une certaine façon, on peut dire qu'on est en train d'inverser la tendance, parce que jusqu'à présent un certain laisser-faire, un laisser-faire sauvage, aboutissait finalement à l'exclusion des femmes. Cinquante ans après le droit de vote, 5% dans les assemblées, y compris chez nous : il fallait faire quelque chose !
Faire quoi ? Poser un acte fort.
Comment ? Par un acte de volonté politique avec des moyens forts. Si l'on veut réduire les inégalités, il faut intervenir d'une manière très forte, autrement c'est le laisser-faire et, avec le laisser-faire, on peut effectivement se satisfaire de cette notion d'égalité formelle, dont on entend la défense ici et là, d'ailleurs, qui une fois édictée ne change rien à la situation. A quoi sert l'égalité formelle s'il n'y a pas des moyens pour aboutir à l'égalité de fait ? Là-dessus, il y a une excellente phrase de Jean Jaurès qui nous dit : "L'égalité de droits est un leurre tant qu'il n'y a pas égalité de chances".
Dont acte de cette volonté, tendance inversée, bonne direction, mais il est clair qu'il faut, là, lever une ambiguïté et savoir si, quand on parle de 30%, on parle de 30% de candidatures ou bien de 30% de circonscriptions où il y a quelques chances d'être élu ? C'est très différent ! Si l'on veut vraiment un changement, une rupture dans l'attitude, il faut pouvoir dire : 30% des circonscriptions où il y a quelques chances d'être élu. C'est comme cela que je les prends, je crois que c'est l'intention du Premier Secrétaire et je crois pouvoir dire que si on les prend ainsi, il y a encore quelques progrès à faire.

Fondation Jean Jaurès

Alors, pour aider la Commission, mon cher Daniel (et je te dis tout de suite qu'il n'y a pas à avoir peur de toucher aux principes de la démocratie puisque la démocratie, c'est d'arriver à l'égalité et qu'on n'y arrive qu'avec des moyens, donc on est obligé d'avoir des discriminations positives, c'est une méthode qui est reconnue dans l'Europe entière... mais pas en France parce qu'il y a cette notion d'égalité formelle), si l'on veut améliorer les choses, je vous indiquerai quelques pistes.
Je crois savoir qu'il existe encore des circonscriptions où ceux qui ont été élus en 1988 ne se sont pas représentés en 1993. Ils ne l'ont pas fait pour des raisons diverses que je n'ai pas le temps de développer. Je pense qu'on peut encore, là, réserver ces circonscriptions.
Et puis, il y a tous ceux qui, entre temps, sont devenus sénateurs, parlementaires européens ou autres. Donc, je ne pense pas qu'ils aient envie de cumuler... ou alors, c'est contraire à nos principes ! Je pense qu'on peut dire aussi que, de ce côté-là, il y a encore quelque chose à "gratter" ! Je ne veux pas donner de noms, parce que ce serait trop long et puis ce ne serait pas convenable... (vifs applaudissements)... je ne veux pas parler de Michel Charzat, de Michel Rocard, ce ne serait pas convenable, donc je ne donnerai pas de noms !
(Rires)
Dernière remarque, ou avant-dernière plutôt, il y a quelque chose que j'ai trouvé très malicieux (mais là, je pense que ce sont ces réflexes qu'on ne peut pas empêcher, qui prédominaient jusqu'ici), c'est cette espèce de générosité consistant à donner des circonscriptions aux femmes contre les ténors de la majorité !
(Rires)
Je ne sais pas si vous avez remarqué, mais il y a des gens qui sont vraiment comblés, qui ont de la chance ! M. Balladur aura une femme Socialiste, M. Seguin, MM. Jean-Louis Debré, Baudis, Marcelin, Barre, Bosson, Pons, Tibéri, Toubon, Rufenacht, De Robien, Giraud, etc. … (applaudissements)… Je n'ai pas vu Juppé ! Si vous ne mettez pas quelqu'un devant Juppé, il va se demander pourquoi !… (rires)… C'est vrai !
On nous dit qu'on va témoigner... Moi, combien de fois ne m'a-t-on pas dit, au début, il y a quelques années, quand on m'envoyait dans ces circonscriptions : "Il faut que quelqu'un aille témoigner et porte haut le drapeau Socialiste !", et moi, j'allais témoigner... Alors, je suis allé témoigner, bien sûr, pas mal de temps, jusqu'au jour où l'on s'est dit : "Celle-là, elle n'est pas capable de se faire élire...", évidemment ! Quand vous témoignez trop longtemps et que vous ne faites que cela, vous n'êtes jamais élue !
(Rires et applaudissements)
Ce que je recommanderai, c'est qu'on partage ces grands témoignages... (rires)... et qu'on mette la parité.
Je demande la parité pour les grands témoignages qui iront devant les ténors de la majorité !
(Vifs applaudissements)
Voilà, je n'en dirai pas plus...

Dans la salle - Si ! Si !

Yvette Roudy - Non, parce que le temps qui m'a été imparti est épuisé.
Maintenant, j'en ai dit assez, je ne veux pas être plus longue et j'en resterai là. Merci.
(Vifs applaudissements)

La présidente - Jean-Pierre Bel, et Jean-Luc Mélenchon se prépare.

Jean-Pierre Bel

Chers camarades, ce qui est en train de se passer aujourd'hui, même si la tâche reste difficile et si nous ne sommes pas au bout de nos peines, et malgré ce que vient de dire Yvette, ce qui est en train de se passer aujourd'hui me paraît essentiel non seulement pour les échéances futures, les gains et les victoires que nous pouvons espérer, mais essentiel également pour l'avenir même du Parti Socialiste, pour la nature même de notre organisation dans son ambition de se transformer, de se rénover, de devenir réellement un grand parti ancré sur son temps, sensible aux évolutions, aux comportements et aux attentes et, bien sûr, au-delà, capable de les anticiper.
Lionel Jospin a montré le cap, il a indiqué des objectifs clairs pour les rendez-vous à venir.
D'abord, maîtriser un processus, un calendrier, en faisant la part à la réflexion, à la proposition, mais aussi à la désignation de celles et de ceux qui seront chargés de nous représenter.
Ensuite, engager le fer pour passer des bonnes intentions aux actes, en bousculant les mauvaises habitudes, en faisant que beaucoup de nos candidats soient des candidates, parce que jusque là nous étions le plus souvent très loin des idées que nous disions vouloir défendre.
La troisième Convention dira si nous sommes capables de proposer une politique économique alternative à celle de droite, capables de voir au-delà de l'horizon indépassable du libéralisme.
La deuxième, qui n'est pas si lointaine, sous l'autorité de Jack Lang, a énoncé des principes simples qu'il nous appartient aujourd'hui de mettre en chantier et qui consistent en particulier à faire vivre la démocratie dans la vie politique, et pour cela déranger le clientélisme et le notabilisme par des comportements transparents sur le non-cumul des mandats et par le respect de l'égalité hommes/femmes dans la vie politique.
L'accumulation d'échéances pour 1998, la globalisation de nos désignations qui devrait se produire, je le répète, en même temps, contribueront à assurer une meilleure répartition des rôles et un renouvellement du personnel politique, ce qui est devenu, j'en suis convaincu, une nécessité.
Législatives, régionales, cantonales, parfois sénatoriales, si nous ne saisissons pas cette opportunité pour rajeunir et renouveler, il y a fort à craindre que nous ne manquions un rendez-vous important à l'aube du troisième millénaire.

Convention Jean Jaurès

Sur un autre plan, mais la préoccupation est la même, nous avons d'ores et déjà mis la barre à un niveau ambitieux pour permettre aux femmes d'être présentes dans le combat électoral. Plus de 160 circonscriptions réservées, qui n'empêcheront bien entendu pas les femmes de se porter candidates dans d'autres circonscriptions, qui ne devront pas non plus empêcher les autres partis qui réclament notre soutien de faire de même, cela laisse présager (et Yvette le disait) un renversement net de la tendance, même si la parité demeurera un but à atteindre pour les législatives au scrutin majoritaire. C'est une avancée considérable qui est le fruit d'une volonté politique exprimée avec netteté et d'un travail en profondeur auquel beaucoup ont contribué, ce qui est la preuve d'une prise de conscience.

Chers camarades, tout reste à faire dans les jours à venir. Dans cette période, ils sont nombreux parmi nous présents aujourd'hui ceux qui vont devoir se préparer à tout encaisser, à tout assumer, à être ceux à qui l'on reprochera d'en faire trop et en même temps de ne pas en faire assez, qui devront se préparer à être le "punching-ball" des ambitions déçues et des rancœurs accumulées, je veux naturellement parler des Premiers Secrétaires fédéraux.

Période à hauts risques en effet, où ils vont devoir maîtriser le temps et les velléités, où nous leur demandons de faire passer tout à la fois les nouvelles orientations du Parti et de préserver l'unité et la cohésion.

Car, mes chers camarades, ce sont en grande partie eux qui vont devoir assumer la contradiction apparente qu'il y a à dire dorénavant : ce sont les militants qui décident, qui choisissent par un vote souverain, et par la même voix faire preuve de volontarisme, selon moi tout à fait nécessaire, en indiquant de manière directive quelles sont les circonscriptions réservées aux femmes.

Depuis plusieurs mois, cela a été dit, nous avons commencé les discussions avec eux dans cette perspective et je veux dire haut et fort cet après-midi qu'il faut en finir avec l'image suranné du responsable fédéral uniquement soucieux des intérêts locaux ou attaché à préserver des près carrés. Pour la plupart, ils ont parfaitement saisi l'enjeu politique, j'allais dire historique face à cette exigence et ils se sont mobilisés dès à présent pour créer les conditions d'y parvenir.

Mais il faut aussi être conscient des inégalités fortes dans la situation de nos fédérations. C'est vrai, nous sommes aujourd'hui dans une phase ascendante, tant du point de vue des effectifs qui, globalement, progressent, que de l'activité réelle de la vitalité au sein de nos sections. Mais les distorsions sont là. Il y a des Fédérations en plein développement. Il y a celles où, peu à peu, se prépare la reconstruction sur les bases souvent nouvelles, mais il y a aussi celles qui sont traversées par des problèmes structurels profonds, celles qui ont failli toucher le fond et là le travail est plus difficile.

Les résultats sont plus lents à venir. La disparité des situations est une réalité de notre vie politique interne ; elle ne s'effacera que si nous savons apporter l'aide et le soutien nécessaires, si nous savons faire jouer la solidarité et surtout si nous, membres de la Direction nationale, nous savons écouter.

Je profite de l'occasion et vous m'en excuserez, pour m'adresser directement aux Premiers secrétaires fédéraux. Chers camarades, les objectifs qui vous ont

Contribution Jean Jaurès

été fixés quant à la réservation pour des candidates femmes vont parfois vous poser des problèmes. Personne ne peut nier cette réalité. Quoi qu'il en soit, je vous demande de ne pas réagir de manière trop abrupte ou définitive.
La méthode que nous avons mise en marche laisse la place à la discussion, à l'examen des situations concrètes, au travail en commun. Chacun d'entre vous, s'il le souhaite, sera reçu pour voir ensemble comment parvenir au but, comment avancer, en conservant bien sûr les objectifs quantitatifs et qualitatifs.
Le 19 octobre, lors de la réunion des Premiers secrétaires fédéraux, nous ferons le point sur ce sujet, mais il est important que vous, Premiers secrétaires de fédération, vous vous appropriez l'ambition que nous venons d'afficher parce qu'elle doit être, même si c'est encore modeste, la fierté des Socialistes.
Mes camarades, nous ne gagnerons que si nous exprimons la volonté de changer les choses, de changer le rituel d'une vie politique qui, sinon, pourrait devenir de plus en plus opaque, éloignée des réalités. Nous ne gagnerons que si nous faisons en sorte que les gens autour de nous croient à nouveau en la politique, que si nous sommes des porteurs d'idées et des porteurs d'espérance. Nous ne gagnerons que si, sur ce point précis, sur la place que nous faisons aux jeunes et aux femmes, nous changeons nous-mêmes. Merci.
(Applaudissements)

La présidente - Je passe la parole à Jean-Luc Mélenchon.

Jean-Luc Mélenchon

Chers camarades, j'ai l'intention d'intervenir sur un seul point pour tenir compte du développement de la discussion, des contraintes horaires ; naturellement, d'autres l'auraient mérité.
Je ne peux pas m'empêcher de dire que d'une façon ou d'une autre, le calendrier faisant la loi, la question de la construction européenne nous rattrapera. C'est la question clé si nous voulons prétendre diriger un pays. Il y a une certaine suavité à voir les évolutions que l'on constate dans la pensée sur ce domaine depuis notre Convention et j'ai souvent comme une espèce de regret en pensant : que ne l'ont-ils pas dit avant !
Bref, sur la question de l'union, il y a une divergence qui subsiste, qui a déjà été évoquée au Bureau national à deux reprises, je crois, et je voudrais la présenter devant le Conseil national telle que pour ma part, je la ressens. Je le ferai avec le sens des responsabilités auquel nous a appelés Lionel Jospin ce matin, et que je fais mien dans les préoccupations qu'il exprime.
En disant ce que j'ai à dire, je ne prétends pas qu'il y ait parmi nous des camarades plus unitaires que d'autres. Je pense que globalement, notre Parti est un parti unitaire, un parti de rassemblement de la Gauche, des forces de progrès. Nous avons une divergence d'appréciation sur la manière de faire et sur l'urgence qu'il y a à faire.
J'ai vu que l'on souriait... Peut-être que vous pouvez penser que c'est une précaution diplomatique. Mais si vous voulez bien y réfléchir, c'est moins diplomatique qu'il n'y paraît.

Fondation Jean Jaurès

Quand on affirme que tout notre Parti est unitaire, partisan du rassemblement de toute la Gauche et, comme l'a dit Lionel, qu'on n'exclut rien, cela signifie que l'on peut penser à tout, y compris à la présence dans un gouvernement de ministres communistes, de ministres écologistes, et c'est un grand bien après toutes ces années de débat sur la question de l'union que plus personne aujourd'hui dans le Parti n'exprime un point de vue hostile à un accord avec les communistes et à leur présence au gouvernement.
J'ai bien compris que plus personne n'exprimait ce point de vue. C'est un acquis de la période d'avant 1981 et après et une mise au point par rapport à la période de l'ouverture. Tout cela est bon à prendre ; je le prends avec plaisir et satisfaction.
Quoi qu'il en soit, la question de l'union, de toute façon, se pose comme une question fondamentale qui a souvent des aspects très théoriques mais dont les applications pratiques sont considérables et propres au mouvement Socialiste en France, compte tenu des spécificités, de la séparation entre partis et syndicats, des divisions syndicales, et puis parce qu'il y a le Parti communiste, le Parti Socialiste, d'autres forces ajoutées, si bien qu'on ne peut penser à un avenir pour la gauche qu'en posant en même temps la question de l'unité.
Tant est si bien qu'on peut parler du meilleur programme que l'on souhaite voir aboutir mais on n'a rien dit tant qu'on n' pas dit comment on peut le rendre majoritaire dans le pays, et cela signifie en passer par une stratégie unitaire.
L'unité, ce n'est pas simplement un accord électoral entre les deux tours. On a pu croire longtemps que ce n'était que cela parce que nous étions oublieux de la bataille menée par le nouveau Parti Socialiste d'Epinay et par Mitterrand pendant des années, parce qu'il incarnait lui-même cette unité à cause de 1965, de 1974. Tant est si bien que, souvent, les votes pour le Parti Socialiste étaient des votes unitaires parce qu'on votait pour ceux qui, en toutes circonstances, avaient défendu l'unité, si bien que les autres étaient d'une façon ou d'une autre obligés d'en passer par nous-mêmes quand il n'y avait pas d'accord.
Ne l'oublions pas, c'est parce qu'il y avait eu toute cette bataille unitaire que cette espèce de point de passage obligé sur le Parti Socialiste s'est imposé à de nombreuses reprises.
Au cas général, l'unité est une question qui est posée en permanence. Au cas particulier, c'est à dire dans la situation que nous vivons aujourd'hui, elle est posée comme une urgence qui ne se réduit pas à la qualité de nos dialogues dans les rencontres croisées que nous multiplions depuis un an, qui sont très profitables à la qualité des relations et mieux vaut cela que ce qu'on a connu à d'autres moments, qui ont fait progresser la compréhension mutuelle des positions politiques dont nous parlons mais que cela. En fait, sur le fond, rien n'a bougé au cas particulier. Pourquoi ? Parce que si je sais bien que dans notre parti, chaque fois qu'on aborde la question du Front National, passé les 48 premières heures où on a la nausée, la trouille qui vous prend le ventre, comme tout le reste de la société nous finissons par être mithridatisés. La dose de poison augmente, une petite dose à chaque fois et on apprend à vivre avec.

Certains camarades nous disent : “Oh non, dans telle circonscription ils ne sont pas très dangereux, ils ne font que 30%” ! Renvoyons le même propos à il y a quatre ou cinq ans ! Ou même 20%, je ne veux pas dramatiser. Qu’aurait-on dit, il y a cinq, six, dix ans d’une situation comme celle-là ?
Sans vouloir verser dans le catastrophisme, puisqu’il est de bon ton, entre nous, de ne pas le faire, je me distingue des analyses d’après lesquelles la question du Front National ne se poserait que comme une espèce de symptôme exprimant en dernière instance, de façon résiduelle, le trouble profond de la société !
Non, le Front National incarne - incarne - culturellement, politiquement et à l’offensive, la nature du trouble qui parcourt notre société. Par conséquent, la question posée aujourd’hui, sans faire de catastrophisme, est celle des voies et des moyens par lesquels ils entendent passer à la conquête du pouvoir. Ils ont une stratégie de conquête du pouvoir et il faut reconnaître qu’ils ont marqué des points. Ils ont franchi un seuil. Avec ce qui a été dit sur le racisme, avec tout ce que vous savez, tous les épisodes qui ont suivi.
La manifestation de Marseille a été un succès pour eux. 7 000 personnes dans la rue, derrière Le Pen, c’est un succès pour qui comprend un peu ce que sont les dynamiques à l’œuvre dans la société, et le week-end qui suit, ils progressent encore dans les élections ! On compte sur quoi aujourd’hui pour arrêter cette progression ? C’est la question à poser. Sur quelles forces ? Sur la force de la protestation morale ? Mais c’est la morale qui est au cœur de l’affaire. Ce sont les concepts qui forment le cœur de la morale, donc on n’arrive à rien par cette voie-là et vous l’avez vu.
Vous avez vu sur FR3 comment se passait l’intervention de Le Pen interpellé moralement par un journaliste dont c’est sans doute le métier. C’est un désastre ! Cela a été très bon pour lui et très mauvais pour nous !
J’estime qu’il y a un danger et je pense que la stratégie qu’ils ont mise au point en franchissant un seuil est très au point car la droite parlementaire est en train d’imploser, de se liquéfier.
On voit bien qu’il y a un problème de leadership. Il y a le Front National qui est à l’offensive pour avoir le leadership de l’ensemble de la Droite. Ils sont d’autant plus forts pour avoir le leadership qu’ils gagnent sur les couches populaires et que dans notre pays, la droite ne parvient à diriger pas seulement avec les votes des beaux quartiers mais dans la mesure où elle est capable de conquérir un secteur significatif des milieux populaires.
C’est la clé de la victoire du gaullisme. Le Général de Gaulle n’a pu faire tout ce qu’il a fait que parce qu’il était entendu transversalement dans le pays et pas seulement par la droite, nous le savons bien.
Le Front National est d’autant plus fort pour être le leadership à droite qu’il prend des bases populaires.
Ce sont les faits. C’est dynamique contre dynamique. Je ne voudrais pas que Lionel pense que je sollicite sans cesse ses propos mais j’ai apprécié qu’il fasse référence à la responsabilité de la génération des années 30. Peut-être n’était-ce pas directement connecté aux propos que je suis en train de tenir mais cela avait quelque chose à voir avec cela dans ce qui a été dit à La Rochelle.

Fondation Jean-Jaurès

Nous avons une responsabilité qui est de regarder en face ce qui se passe et de dire : ces gens-là sont candidats au pouvoir, ils avancent ; il s'agit de les faire reculer. C'est la valeur que je vois à l'intervention d'Henri Emmanuelli.
C'est vrai, sa réaction a au moins fait une espèce de signal fort qui a montré que nous percevions le fait qu'un seuil était franchi. Proposer de l'interdire, ce n'est pas n'importe quoi. Je ne critique pas la proposition elle-même, j'aurais mauvaise grâce car j'ai écrit la même chose en 1992... mais c'était en 1992... et je ne suis pas Henri Emmanuelli et j'ai signé des pétitions.
Camarades, au point où nous en sommes, ce qui est clair, une fois ce point acté, c'est que la solution n'est pas de nature judiciaire. Il s'agit d'affronter ces gens-là. Donc, quand on dit : l'interdire, je suis pour l'interdire mais je suis surtout pour qu'on dise de quelle manière on va pouvoir le faire, quels sont les moyens politiques et sociaux à réunir pour pouvoir rendre l'interdiction possible, en définitive pour ne plus avoir besoin de l'interdire parce qu'après tout, dans une démocratie, cela fait mauvais genre d'interdire un parti.
Donc, il s'agit de les affronter. Comment ? C'est là que je dis que c'est dynamique contre dynamique. A la dynamique de Le Pen, qu'opposons-nous ? Des discours où l'on dit : il faut régler les problèmes sociaux qui sont à l'origine du Le Pénisme. En quoi consistent-ils ? Je rejoins ce qu'a dit Jean Glavany ce matin, ce n'est pas l'immigration, c'est la misère. La misère de quoi ? De la politique du libéralisme à notre époque, de la politique du capitalisme.
On sait bien que c'est cela au bout du compte, il s'agit d'un affrontement social. C'est encore une fois dynamique contre dynamique. Les changements sociaux autant que la gravité de la situation nécessitent que sur le champ du politique il y ait une réponse, pas simplement que l'on dise : il faudra apurer la base sociale qui rend possible l'émergence du Front National - nous ne sommes pas au pouvoir donc on ne le peut pas, si nous étions au pouvoir on dirait qu'on va régler tous les problèmes sociaux d'un coup. Donc il faut régler le problème politique. A la dynamique de l'extrême droite, il faut opposer la dynamique populaire, celle du rassemblement qui ne se confond pas avec un accord électoral de dernière minute. Cela veut dire créer un souffle, un élan parce qu'il y a une perspective. On sait à quoi s'accrocher, même si on n'est pas adhérent du Parti Socialiste ou du Parti Communiste. Contre les fachos, il faut trouver un mot. C'est ce dont les gens ont besoin car c'est la bataille du sens.
On ne peut pas non plus dire que la vraie réponse n'est pas que politique et je fais écho à des discussions dont vous n'avez pas été tous les témoins qui ont eu lieu au Bureau national. La réponse principale est sur le front social. J'en suis 10 000 fois d'accord mais faisons un bilan, regardons à quoi il ressemble. Il ressemble à un émiettement incroyable, à aucune capacité d'appel commun à des ripostes, en même temps à une dichotomie qui apparaît de plus en plus forte entre ce qui se passe à Paris et en province, ou en province quand une entreprise ferme, on est de plus en plus tous ensemble dans la rue, partis, syndicats, etc. A Paris, cela semble impossible. La dernière démonstration est la venue du Pape avec cette catastrophe d'émiettements complets ! Demain, vous avez le choix entre rester à la maison pour continuer à regarder le non stop d'Antenne 2 sur le

séjour du Pape en France ou aller manifester dans des conditions qui, honnêtement, ne sont pas celles que beaucoup d'entre nous avaient souhaitées. Peut-être que là nous avons un rôle à jouer mais je ne veux pas détourner mon propos de son fil conducteur.
La question de l'unité doit se traduire par un contrat de gouvernement, c'est ce qui permet à des milliers de gens de se raccrocher à une perspective concrète et pas simplement à un accord électoral.
C'est sur ce point que porte notre divergence. Lionel a dit, en résumant et en ramassant son propos en deux phrases : je n'exclus rien. Il y a au moins place pour le débat mais cela, je le savais, tout est possible. Nous ne sommes fermés à rien… cela, je l'ai entendu.
Oui, mais... un dialogue... Lionel a ajouté, je m'excuse je l'ai oublié, un mot, il a ajouté "nous discutons", dit-il à la Rochelle, parce qu'à chaque fois ce sont les mêmes formules, je ne risque pas de me tromper… (réactions de désapprobation)... c'est normal, attendez, je critique, moi aussi je reprends toujours les mêmes formules, s'il n'y a que cela pour vous rassurer !

Lionel Jospin - Elles tiennent moins longtemps la route !
(Rires)

Jean-Luc Mélenchon - Il m'est arrivé de me tromper, mais je ne suis pas le seul ici ! Et mes erreurs ont été moins coûteuses que certaines autres !
(Applaudissements)
J'en reviens à ce qui a été dit. "Nous dialoguons", dit-il, "le dialogue s'est amélioré, mais les communistes ne veulent pas d'une plate-forme commune". Point ! "Je ne la réclame pas". La formule était balancée ! 48 heures plus tard, notre camarade Hollande, porte-parole du Parti, en un précipité qui était nécessairement précipité, disait "les communistes n'en veulent pas et nous non plus", le Bureau national a dit "il y a un parallélisme que nous n'avons pas souhaité, mais Hollande avait bien exprimé ce qui se comprend dans cette affaire et ce qui se sent.
Je pense que nous devons réclamer, réclamer ce n'est pas quémander, c'est prendre le peuple de gauche à témoin que dans l'urgence de la situation nous avons besoin de l'unité, non pas huit jours avant l'élection, mais un an, comme un drapeau, comme une perspective, comme une alternative si nous voulons battre les autres et procéder aux réformes profondes dont nous avons besoin pour apurer les bases sociales du Front National. Il faudra la mobilisation populaire, et cet accord politique non seulement a une capacité d'entraînement politique mais d'entraînement social, car les plus grandes luttes sociales, s'il n'y a pas de débouché politique, ne débouchent sur rien. On a l'expérience de 1968 pour s'en souvenir, on a l'expérience de novembre-décembre de l'année dernière pour se rendre compte qu'un grand élan populaire, sur la base d'un mouvement social, ne féconde pas tant de résultats électoraux qu'on le croit, s'il n'y a pas de perspectives politiques qui correspondent à ce mouvement.

Fondation Jean Jaurès

Il y a une dialectique dans le lien - et ce n'est pas à Jean Poperen que je vais apprendre cela, c'est lui qui me l'a appris !- entre le mouvement social, l'unité du mouvement social et l'unité du mouvement politique. Je vous fais sourire, j'en suis content ! Mais je souhaite que tout un chacun réfléchisse au problème que je pose.

Et je ne le pose pas pour le plaisir de la joute théorique, j'ai bien entendu le calendrier et ce qui a été dit, nous aurons un Congrès en novembre 1997, et j'approuve cette idée, ainsi que le reste du calendrier qui est proposé. Nous avons dit, nous mettons au point nos idées, comme nous l'avons fait à la refondation du Parti Socialiste, puis nous discuterons des accords éventuellement que l'on peut avoir avec les autres formations politiques, et ce calendrier là ne me convient pas, de novembre à mars, élections législatives, il n'y a que quatre mois. En quatre mois, nous ne créerons pas, sur la base du dialogue, résultat de la mise au point du programme qui aura été au Congrès, la dynamique populaire dont nous avons besoin pour gagner les élections. Si vous croyez, surtout s'il y a une petite liste à la proportionnelle à côté de la liste des circonscriptions que les reports de voix au deuxième tour vont se faire rapidement, et gentiment, c'est avoir oublié l'expérience de 1993 et celle de 1992 ! Je n'y crois pas, une dynamique populaire de lutte nouvelle se prépare de longue main, et doit être comprise et débattue avec le peuple lui-même ! Cela ne peut pas être un accord de dernière minute. Quand on parle de dialogue, c'est le dialogue des chiens de faïence. Lionel a raison de dire que cela va mieux. C'est mieux que ce que l'on a connu à d'autres moments, mais on ne se parle pas. Les communistes disent ce qu'ils ont à dire, proposent une union nouvelle, disent qu'elle doit partir de la participation des gens. Ils ne disent jamais comment. Mais ils posent une bonne question.

Dialoguer c'est aussi apprendre des autres, ils ont à apprendre de nous, mais nous aussi, nous avons à apprendre d'eux. Comment imaginons-nous la participation citoyenne, comment imaginons-nous la participation des gens dans la prochaine législative sociale, s'il y en a une, à moins que l'on considère que ce n'est pas un problème, que cela n'a pas été notre problème des années de pouvoir ! Lorsque les Verts qui visiblement ne comprennent décidément rien aux problèmes de l'union dans la différence, nous disent "vous prenez notre programme et vous nous donnez vos sièges", c'est à peu près leur seule ligne, il faut pédagogiquement faire comprendre que c'est un petit peu plus compliqué. Mais ils disent des choses importantes sur la manière de prendre en compte la logique du développement dans nos perspectives, c'est très important.

Dans les années 70, l'union de la gauche avait été prévue comme une perspective programmatique et stratégique, mais aussi comme un moyen de dépasser le choc des cultures qui étaient en présence, on en parlait dans nos textes. Il y en a d'assez nombreux pour rappeler ce qui s'est passé à ce moment là. Il y a assez de textes qui en témoignent. Même ce dialogue là a un côté de stérilité qui saute aux yeux.

Il faut partir maintenant du concret, et commencer à discuter un programme, parce que c'est là que l'on voit où sont les vraies divergences, et les vraies

convergences, et à partir de là on peut faire le point. On peut évaluer et éventuellement construire une stratégie électorale. Je le souhaite.
Je pense qu'il faut le faire parce que c'est la bataille du sens, ne nous en déplaise, quels que soient nos efforts, la qualité de ceux qui dirigent n'est pas en cause dans cette affaire, vous voyez bien que les autres sont à l'offensive. Vous voyez bien que d'une façon ou d'une autre on recule, parce que le gouvernement qui a la cohérence de sa politique, arrive à faire passer sa politique sur la Sécurité Sociale, sur le reste, c'est brouillon, c'est fait n'importe comment, mais c'est fait ! France Télécom est privatisée, la SNCF est partie sur ce chemin là, on continue les privatisations et la France est en train de changer sur le plan moral et intellectuel, peut-être un excès de subtilité dans l'approche du problème de la laïcité nous conduit à une certaine impuissance pour cette fois-ci ! Clovis et tout le bataclan ! Mais vous voyez bien que ce n'est pas un problème de foi ou de religion qui est en cause, c'est le sens. D'abord le doigt, après la main, après le bras...! Ils vont revenir dans un an ! Comme cela, cela permet de s'y préparer ! Le 19 août, c'est une provocation, c'est le jour de mon anniversaire !… (rires)… Mais ce qui est pire, mes chers camarades, c'est qu'il y aura 350 000 pèlerins mobilisés pour la deuxième journée de la jeunesse, tous les services de l'Etat sont au travail, sous la houlette du Général Durillon, il y aura même une journée de clôture le 24 août, ce n'est pas le jour de mon anniversaire, cette fois-ci c'est celui de la Saint-Barthélemy ! Tout cela, je le présente de manière plaisante. C'est des hasards bien sûr !
Je crois que la bataille pour l'unité, pour un contrat de gouvernement qui permette de reprendre en main des millions de gens qui n'y comprennent plus rien, qui ne voient pas où est l'issue, qui progressivement glissent vers le camp du plus fort, est une bataille centrale. C'est la bataille du sens comme le disait Glavany ce matin. Il a mille fois raisons.
A propos de cette bataille du sens, c'est le moment une fois qu'on a cette dynamique, qui n'est pas que politicienne, d'être, nous la France, capable de porter l'autre France, la vraie, celle de la République, qui est capable de souder ce peuple, de régler le problème de l'immigration, de l'assimilation des populations dans leur divergences à l'identité républicaine de la France, les deux marchent ensemble. Sinon, ce ne sont que des slogans moroses, la vie politique, me semble-t-il, est faite de mouvements de forces matérielles qui sont d'abord les forces sociales et ces forces sociales ne se mettent en mouvement que quand les idées, les rencontres, les transforment en des forces matérielles !
(Applaudissements)

La présidente - Vincent Peillon.
Gisèle Stievenard se prépare.

Vincent Peillon

Chers camarades, je ne sais pas si j'ai de la chance, j'observe que souvent j'interviens après Jean-Luc et de ce point de vue je vais rajouter à mon intervention un point que je ne comptais pas traiter, mais qui était le point

central de son intervention ! C'est un point très important, c'est la question de l'unité qu'il a évoquée.
Ce qui m'a frappé dans ce que nous a exposé Jean-Luc, c'est qu'il est parti de la question de l'unité, il a touché beaucoup d'autres problèmes, la question du Front National, la question du Congrès, et puis la question de la laïcité, et je n'ai pas bien vu le lien.
Je voudrais revenir à l'unité, parce que mon sentiment, en l'entendant, c'est qu'on n'est pas dans la même réalité, c'est-à-dire que je ne vois pas en quoi nous ne sommes pas dans une logique unitaire.
J'ai l'impression que nous sommes, au contraire, dans une logique unitaire, que nous voyons nos partenaires. Tu as évoqué 1993, on n'est pas dans la même situation, on est dans une situation de dialogue, il y a de multiples confrontations, de rencontres, le ton est apaisé, et les projets sont malgré tout, quand on les regarde sur le fond, de plus en plus proches.
Quant à la question électorale, on a une approche qui n'est pas purement électorale. En 1993, on se souvient des circonscriptions réservées. On est dans une approche de fond pour l'instant.
C'est le point de départ qui fait problème. Je crois qu'au contraire, il faut prendre le postulat que nous sommes (cela n'arrête pas d'être dit, si j'entends bien quand le Premier Secrétaire s'exprime) dans une démarche unitaire.
A partir de là, le reste du raisonnement, puisqu'il reposait là-dessus, m'échappe un peu. Je pense que tu as commencé sur une question qui semblait peut-être polémique : est-ce qu'il y a dans le Parti Socialiste des gens qui ne veulent pas gouverner avec les communistes ? La réponse est claire, pour tout le monde, elle a été dite très tôt, mais elle ne se décrète pas totalement, à priori.
Je te rappelle que quand on a cessé de gouverner avec les communistes, ce n'était pas entièrement de notre propre fait, de la même façon qu'en 1981, on n'avait pas un accord, on a quand même obtenu une dynamique. Cela me semble curieux du point de vue des arguments. Après on glisse vers d'autres questions à terme.
Ce point est fondamental, ce point d'unité, on veut l'unité, il nous réunit, c'est la façon dont on va la construire. On ne va pas refaire la même chose. Nous sommes dans une logique unitaire, il ne faut pas nous faire dire qu'on refuse, c'est bien le contraire !
Mais je ne pensais pas traiter de ce point, en fait je voulais aborder trois questions qui étaient au centre de nos débats, c'était la question des circonscriptions réservées aux femmes, et du travail de la commission à laquelle j'ai eu le plaisir de participer. Le plaisir, cela a été dit, cela ne se reflétait pas toujours dans les commentaires. Je crois qu'il n'y a pas de débat entre les Socialistes, je ne crois pas qu'il y ait de conflits. Nous avons fait une chose, je l'ai assez demandée avec mes camarades dans le parti, nous avions plusieurs fois appelé de nos vœux et à peu près dans toutes les conventions depuis des années, cela a été très bien dit par Véronique, on ne l'avait jamais réalisé, et de ce point de vue là on a eu dans cette commission, et j'espère que nous

continuerons dans les mois qui viennent, mais je n'en doute pas, un comportement tout à fait exemplaire.
Je voudrais juste souligner que l'affaire, là encore, n'est pas une affaire interne au Parti Socialiste, dans un premier temps nous sommes la première formation à le faire, cela va renouveler chez nous des choses importantes, cela prouve la volonté profonde de la direction de mettre en acte des propos, cela va avoir des conséquences dans l'ensemble de la vie politique française, c'est tout à fait important pour la rénovation de notre démocratie, et dans les problèmes que nous traitons concernant le Front National, il y a un problème de représentativité d'un certain nombre de couches exclues, dont les femmes, de la représentation politique.
Là, nous faisons un travail en profondeur, sur lequel nous nous réunissons. Je tenais à le saluer et c'est assez rare de notre part, nous l'avons demandé, nous sommes surpris, au meilleur sens du terme, de voir que cette très grande avancée est en train de se réaliser, elle se réalise dans l'unité du Parti.
Le deuxième point est un petit peu plus difficile, mais je crois que c'est la question qui a été abordée de l'immigration et en même temps du Front National.
Je vais vous dire un certain doute qui est le mien, parce que je crois qu'en plus on est d'accord, la meilleure façon que l'on aurait dan le fond de lutter d'abord (ce n'est pas le seul) et Glavany avait bien dit la complexité du problème sur le Front National, c'est que nous ne nous plions pas à l'amalgame Front National - immigration en permanence. Il y a quelques années, ce n'est pas nouveau le phénomène du Front National, c'était déjà le Premier Secrétaire actuel qui avait défini une ligne qui est toujours assez bonne, on devrait y penser plus souvent en ce moment, qui est que pour lutter contre le Front National il faut éviter d'aller sur un certain nombre de terrains et rappeler qu'il a une politique économique, sociale et faire un travail de pédagogie sur ce plan là.
S'il y a eu confusion chez nous depuis quelques semaines, c'est parce qu'on n'a pas été assez vigilants, il va falloir l'être quand on traite du Front National, ne pas immédiatement et sûrement parler de l'immigration, ce n'est pas un service à rendre si ce n'est au Front National !
C'est ce point uniquement que je voulais dire sur le Front National. Veillons à ne pas (il faut le combattre politiquement mais pas uniquement et loin de là sur le terrain de l'immigration, l'effet sera plus pervers `pour nos thèses qu'on ne le croit.
La troisième question c'est celle de l'immigration. Je soutiens les propos tenus depuis de ce matin à la tribune par tout le monde. Il n'y a pas de vraie divergence entre nous, entre deux positions, le fameux angélisme et cynisme d'un côté et de l'autre côté le nationalisme un petit peu autoritaire. Cela n'existe pas, c'est poser un faux débat, sur des positions de synthèse qui semblent convenir à tous, qui ont été certes évoquées dans le discours de La Rochelle, qui ont été révoquées ce matin, il faut s'interroger sur pourquoi, après ce discours, il y a eu ces flottements. Glavany l'a dit tout à l'heure, j'ai la même interprétation, si on est ferme sur les principes comme on est ferme sur le fait qu'on ne peut

pas évidemment recevoir absolument tout le monde, et bien entendu naturaliser et intégrer tout le monde, il faut dans l'expression publique toujours tenir au maximum les deux ensemble. Et ne jamais oublier la moitié du discours en route et de ce point de vue là on avancera tous ensemble et positivement.
Le dernier point que je voulais aborder, de façon cursive, c'est notre convention, la troisième convention. D'abord, je voudrais dire, parce que j'ai eu beaucoup de rencontres avec des militants qui m'ont dit "alors, vous avez déjà décidé de ce que nous pensons" parce que la presse dit "le Parti Socialiste pense que la réforme fiscale c'est cela" parce que je voudrais dire que si certains se sont exprimés, et ils ont parfaitement le droit de le faire, c'est uniquement en leur nom et pas du tout au nom du Parti Socialiste, puisque nous allons commencer à débattre, donc la plupart des choses que l'on entend, n'engagent pas le Parti Socialiste. Et c'est un peu moins désespérant présenté comme cela que parfois cela l'est.
La deuxième chose, c'est ce qu'on appelle des ruptures, et Henri Emmanuelli les a rappelées à juste titre ce matin.
Ma crainte, dans cette convention, plutôt formulée politiquement, ou mon espoir, c'est qu'on y fasse attention. Si sur la croissance, l'emploi, la justice sociale, on revient à un discours qui est uniquement de dire "dans le fond, il faut soutenir la demande intérieure par l'augmentation des salaires et de la dépense publique, on risque de revenir à des choses que nous avons déjà vues en 1981.
L'explication qui consisterait à dire "si ça n'a pas marché, c'est qu'on manquait de volonté" serait insuffisant d'autant, et on peut s'en réjouir que ceux qui soutiennent ces propos sont ceux qui avaient la responsabilité en 1981 de la politique, c'est-à-dire nos dirigeants actuels. On ne leur fera pas le procès d'avoir manqué de volonté... pas le moindre moment.
Le problème est plus compliqué. De ce point de vue, si on veut être audacieux, il faudrait que nous commencions à accepter de poser le problème de la nature de la croissance, pas seulement de sa quantité.
Il faut de la croissance bien entendu mais si on veut réconcilier l'économique et le social, et inscrire le social au cœur de l'économie, il faudra poser les problèmes économiques autrement qu'en gains de productivité.
La croissance, telle qu'elle est aujourd'hui, mesure essentiellement cela et même des organismes internationaux très sérieux ont aujourd'hui des indices de développement humain.
Nous avons à poser cette question.
La politique alternative, un autre modèle de développement règle, dans le cadre commun, un cadre de gauche et réaliste.
Sur la question de l'emploi, c'est la même question. Bien sûr qu'il faut créer des emplois, nous sommes d'accord. Les progrès de la productivité vont faire, on le voit depuis des années, que la nature du travail change.
Un emploi pour tous, si c'est un emploi au même sens qu'avant, cela ne marchera pas. On reconnaît cela quand on dit qu'on ne peut plus financer entièrement la redistribution sur le travail, parce que le travail va manquer, sinon le problème ne se poserait pas !

Contribution Jean Jaurès

Il faut donc aller au bout de la démarche ensemble.
Il ne faut pas se contenter d'un slogan "un emploi pour tous" mais il faut qu'on ose s'interroger véritablement sur la nature du travail, et la place du travail dans la société de demain.
De la même façon, sur les questions de justice sociale.
Je voudrais donc qu'on fasse attention parce que les débats sont devant nous. Bien entendu, nous ferons attention aux politiques du gouvernement de droite. Nous réussirons avec les politiques conduites quand nous étions au gouvernement. Cela suppose qu'on ne recommencera pas parce qu'on ne sera pas crédible là-dessus et qu'on n'ait pas le même programme qu'on avait il y a une quinzaine d'années.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

La présidente - Il va peut-être falloir que nous soyons brefs dans nos interventions. Il reste une dizaine d'interventions. Chacun doit pouvoir le faire.
La parole est à Gisèle Stievenard et ensuite à Gilles Catoire.

Gisèle Stievenard

Vincent Peillon disait tout à l'heure que nous allions marquer une très grande avancée de la présence des femmes en politique. J'espère qu'il dit vrai. Enfin, nous avons encore un peu de travail à faire.
Cependant, j'ai apprécié la composition paritaire de la tribune ce matin et encore cet après-midi... j'ai même trouvé, à un moment donné, que le quota d'hommes était un petit peu faible : 3 hommes et 4 femmes.
Je vous engage à persévérer dans cette direction surtout compte tenu du sujet qui nous occupe aujourd'hui. C'est une évolution des pratiques que j'enregistre comme quelque chose de très positif qui appelle d'autres actes.
Il y a des domaines comme cela où la justice, la démocratie rejoignent l'efficacité politique.
Notre candidat aux Présidentielles, Lionel Jospin, a forte justement intégré cette aspiration dans son programme, et de façon cohérente, comme Premier Secrétaire.
Il poursuit dans cette direction et nous invite à l'accompagner... tout seul, c'est un peu difficile d'y parvenir et bien évidemment, notre soutien entier lui est acquis.
Cela devrait d'ailleurs être facilité par le fait que les militants, nos militants ont été plusieurs fois consultés à ce sujet depuis le Congrès de Liévin jusqu'à la Convention nationale sur la démocratie.
Ils ont été très majoritairement favorables à l'objectif de parité. Les citoyens y sont favorables depuis plus longtemps encore. Nous voilà au pied du mur, tel le maçon.
Pour passer maintenant passer du discours aux actes, nul doute que nous sommes attendus, que nos décisions seront scrutées à la loupe à l'extérieur, et je l'espère aussi à l'intérieur.

Fondation Jean Jaurès

Cela ne se passe pas en vase clos. Il y a un réveil du mouvement social sur le thème de la parité qui est un petit aiguillon.
Sachez aussi que la revendication des femmes, quoi qu'il arrive, cette revendication à la pleine citoyenneté ne s'arrêtera pas. Elle ne fait que commencer.
C'est un mouvement profond, historique, et qui tentera de le contrarier, s'y brûlera les doigts.
La Droite a commencé de le faire. Elle s'est discréditée en plusieurs domaines et notamment en cherchant à jouer avec cette attente, en mettant des femmes au Gouvernement pour les remercier le lendemain.
N'ayons garde d'oublier que les partis politiques sont périssables s'ils méconnaissent trop longtemps les aspirations profondes des citoyens.
Ce danger n'est pas d'actualité s'agissant de notre Parti aujourd'hui. Je pense même qu'il a une forte marge de progression s'il accorde ses discours et ses actes, et s'il met en œuvre, pour commencer, les bonnes résolutions issues de la Convention Démocratie, notamment la limitation drastique des mandats qui doit s'appliquer à tous naturellement, et qui peut fragiliser la représentation des femmes.
Cette révolution des mentalités, malgré tout, se heurte à des obstacles et à des résistances et là-dessus, je dirai attention aux effets d'annonces qui ne seraient pas suivis d'effets.
Il ne faudrait pas que la volonté affichée d'une meilleure représentation des femmes soit anéantie ou cornée par des querelles de boutiques, d'appareils, qui nous ont conduits à des échecs antérieurs.
Aujourd'hui nous avons pris connaissance des réservations faites et nous avons aussi un peu lu la presse. J'ai vu que certaines Fédérations sont citées comme des modèles de participation à la mission de la rénovation du Parti. Je m'en réjouis.
Paris fait partie du nombre, avec d'autres, et je m'y arrêterai de manière très brève.
Il est vrai que sur 21 circonscriptions, il y a 9 propositions de réservations ce qui est, à première vue, encourageant.
Il faut regarder plus en détail et là, je crois que nous pourrons, au plan fédéral, améliorer notablement la proposition. Il y a la quantité et il y a la qualité. Bien sûr, les Parisiennes sont prêtes à se battre contre Roussin, Balladur, Tiberi, Pons et Compagnie, cela va de soi. Nous prendrons notre part de risque. Je ne dis pas que les hommes feront de même.
Simplement, on connaît un petit peu les circonscriptions depuis le temps, alors qu'il y en a 5 qui sont parmi les meilleures.
Aujourd'hui, je ne vois pas de réservations sur ces 5. Je le dis tout net : cela n'est pas acceptable. Il ne faut pas seulement critiquer, il faut aussi proposer. Il faut une proposition de méthode pour avancer : premier principe, si on exclut les sortants.

Fondation Jean Jaurès

Les circonscriptions réservées aux femmes doivent être harmonieusement réparties parmi les circonscriptions “gagnables”, à conquérir, voire difficiles, ou inaccessibles.
Deuxième principe : faire en sorte que les femmes aient été candidates en 1993, et Yvette l’a dit, et qu’on ne commence pas par les désinvestir.
Troisième principe : effectivement - mais ce n’est pas spécifiquement parisien - ce sont des principes qui ont vocation générale, là où des candidats en 1993 ont été entre-temps élus, ont conquis d’autres mandats et je les en félicite, et ces circonscriptions doivent être réservées à des femmes.
Je regrette même que la commission nationale n’ait pas pu appliquer strictement ces trois principes.
Enfin nous avons encore la capacité ici de décider ensemble de les retenir, d’où un peu d’insatisfaction tout de même par rapport à ce travail dont je sais qu’il est très ardu.
Je ne méconnais pas les difficultés.
Voilà des propositions qui sont faites, qui sont partagées, je crois, par beaucoup de femmes et d’hommes dans le Parti, et même au-delà du Parti.
J’étais à la réunion, à La Rochelle, des femmes élues. J’étais à l’Université de Pau, à l’Assemblée des Femmes, pour laquelle il y avait près de 150 femmes venues de presque toutes les régions de France. Je peux vous dire que la mobilisation existe si jamais vous en doutiez.
Ces propositions nationales, je crains qu’elles ne se trouvent rabotées dans les fédérations. J’ai peut-être tort de penser cela mais je l’espère. Et puis elles peuvent encore être rabotées quand on évoquera l’élargissement à des candidats de progrès.
C’est pourquoi je souhaite le maximum d’audace dès le départ du processus. Il peut y avoir de l’érosion,... et même et surtout parce que j’entends ici et là, que cela fait déjà grincer des dents, ce qui a été proposé par la Commission. Je ne voudrais pas qu’on aboutisse à un résultat décevant. Il vaut mieux le dire haut et fort maintenant, car c’est le lieu de le faire.
Cela implique des camarades... c’est toujours difficile à titre personnel, c’est affaire de candidature mais il ne faut pas perdre de vue l’objectif central - c’est un enjeu démocratique majeur - auquel les fédérations, nos militants sont confrontés dans lequel ils ont un rôle à jouer dans les semaines qui viennent.
Je souhaite que nous arrivions progressivement à faire des avancées significatives.
Pour l’instant, l’effort n’est peut-être pas très bien réparti également sur tout le territoire, car ce qui est présenté comme exemplaire à nos yeux ici ou là, ne l’est pas encore tout à fait !
Souplesse, dialogue, a dit Daniel Vaillant. J’ai bien entendu, oui c’est nécessaire, mais en progrès et non en retrait.
Sachez que l’effort ne peut pas être seulement celui du département voisin, de la circonscription d’à côté, du militant de la section voisine. Tout le monde est concerné de la base au sommet. Si on vote un principe et si au moment de passer à l’application, on est contre, on risque de terminer comme la SFIO. Ce n’est

pas ce que je souhaite à notre Parti, bien au contraire. A chacun, à chacune ses responsabilités.
J'espère la victoire pour nos idées dans la clarté et dans la cohérence. Merci.
(Applaudissements)

La présidente - Merci. La parole est à Gilles Catoire.
Je rappelle que le débat a eu lieu en général sur les objectifs que nous nous sommes fixés et que nous ne pouvons pas rentrer dans les situations locales à l'occasion de ce Conseil national.

Gilles Catoire

Je voulais intervenir puisque Daniel Vaillant a parlé de la question du Front National sur cette question.
Je crois que chacun l'a dit, la situation se dégrade à la vitesse grand "V".
Après une première vague de cantonales avant l'été, qui était favorable au Parti Socialiste, il y a eu un avertissement que je n'ai vu analyser dans aucune publication Socialiste : c'est le résultat des élections aux Offices d'HLM où le Front National, talonnait la CNL, et là, au Conseil national, les étrangers votaient... même si on n'est pas allé les chercher pour qu'ils votent.
Il y a aussi les élections dans la police qui donnaient la même tendance. Et puis, depuis les élections partielles, on a évoqué, Toulon et Chaville où la gauche a été éliminée du second tour. A Chaville, il y avait le maire Radical... s'il avait été candidat, nous n'aurions pas cette situation aujourd'hui.
On parle de circonscriptions à l'amiable… je pense que la progression du Front National n'est pas terminée, parce qu'après les déçus du socialisme, il engrange les déçus du Chiraquisme et cela risque fortement de modifier cette charte et en particulier quand on parle de triangulaire.
Je crois, et cela a été dit dans une intervention, il faut aller sur le terrain. J'ai passé trois heures, hier après-midi, dans un Centre Leclerc. Paradoxalement, je n'ai entendu parler que de Stéphanie de Monaco et pas de Le Pen.
Cela veut dire que les vrais problèmes, les gens les cachent pas d'autres, et s'il faut creuser c'est beaucoup plus pour connaître la réalité dans les milieux populaires. Je crois donc que la ligne du Parti est bonne.
Les propositions et l'idée du Parti, contrairement peut-être à l'impatience de certains militants, sont bien ressenties, mais pas toujours comprises.
Le problème qui est posé au Parti maintenant, c'est de faire passer ses idées dans les milieux populaires. Ils ont leur façon de parler, d'écouter et je crois qu'il va falloir effectivement mettre en avant tous les relais dont le Parti dispose.
La FNESER travaille beaucoup, mais le Parti doit relayer davantage l'action de ses élus sur le terrain. En particulier, nous avons un congrès des maires ; au lieu de simplement ronronner, comme on l'a fait l'an dernier, mais avoir une action offensive au moment où il y a des attaques de Juppé, qui veut reporter sur les collectivités locales la charge fiscale, il est très important que le Premier Secrétaire et le Parti se mobilisent dans une action.

Fondation Jean Jaurès

Il y a un Conseil des maires à relayer sur le terrain, sur ces problèmes, notamment pour lutter contre le Front National.
Ahmed Ghayet a dit une grande partie de ce que je voulais dire mais je voudrais appuyer ses propos.
Aujourd'hui, on parle de circonscriptions ; j'ai été en Grande-Bretagne où le Labour Party réserve les circonscriptions aux blacks, aux Pakistanais, aux autres minorités ethniques et dans le Parti aussi, il y a des postes réservés.
Nous n'en sommes pas là mais je pense qu'il y a beaucoup de Français d'origine étrangère qui frappent à la porte du Parti et de la société française et qu'il faudra réfléchir tant au niveau des instances électives que des instances du Parti, à leur donner des responsabilités lors de nos futurs congrès.
J'ai dans ma famille des documents de quelqu'un qui est devenu français par la loi Crémieux ; c'était pour les israélites d'Afrique du Nord ; je ne parle pas de naturalisation collective mais il faudrait une loi de naturalisation accélérée, simplifiée car beaucoup de gens souhaitent devenir français.
D'ailleurs, on voit de plus en plus dans nos permanences des gens venir nous aider ; j'ai reçu un Monsieur de 71 ans qui avait joint à sa demande de carte de nationalité française, une concession de cimetière pour dire : "Je mourrai là".
Faisons un peu d'électoralisme ; les Français d'origine étrangère, dans certains pays, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, ce sont des Britanniques ou des Américains.
Il faut aussi impliquer les Français d'origine étrangère et qu'ils soient de plus en plus nombreux dans les luttes contre le Front National et lancer une grande campagne pour la citoyenneté sans attendre que l'on soit au pouvoir. Nous devons accélérer les mesures pour leur intégration. C'est un choix important. Il faut agir sur le terrain car l'action du Front National est loin d'être terminée.
Nous devons appuyer l'action de tous ceux qui veulent travailler avec nous en milieu populaire, dans les villes étrangères, dans le poids des batailles militantes et dans le poids des urnes ; c'est très important pour mener les combats futurs.
Le Parti doit dès maintenant envoyer un message fort et pas simplement se lancer dans des réflexions mais agir sur le terrain, parler effectivement de la réalité sociale et économique et montrer qu'il est offensif car sur le terrain, le RPR disparaît. Quand nous y sommes, nous rencontrons parfois les communistes et la CGT mais moins souvent le RPR. C'est donc directement un affrontement militant avec le Front National et le Parti qui, s'il veut trouver et gagner des batailles, ne peut pas faire l'économie de ce combat. Merci.
(Applaudissements)

La présidente - La parole est à Jean Poperen.

Jean Poperen

Mes chers camarades, j'insisterai sur quelques points -enfonçant un peu le clou- qui ont déjà été abordés par plusieurs d'entre vous depuis ce matin, dans une conjoncture qui, en effet, ne nous est pas -c'est le moins que l'on puisse dire- politiquement et électoralement, même s'il y a eu quelques accidents tout

récemment, défavorable, mais en même temps dans laquelle -Jospin le disait ce matin-, les Français s'interrogent. D'ailleurs, nous aussi.
Nous avons donc à formuler -nous y travaillons- les réponses à ces interrogations.
Or, compte tenu du formidable affaiblissement, à peu près sans précédent -je réfléchis parfois aux précédents que l'on a pu vivre ou connaître- de la majorité au pouvoir depuis quelques mois, à chaque fois que nous nous voyons, nous nous disons : "ils ont touché le fond", mais la fois d'après, on s'aperçoit qu'il y a un nouveau fond sous le fond d'avant !
Ils ne cessent effectivement de s'affaiblir, de provoquer contre eux le rejet de l'opinion.
Il apparaît maintenant que cela va au-delà de Juppé. Avec Juppé, l'affaiblissement, c'est relativement facile, mais cela atteint à l'évidence, ce qui pourrait être plus grave, le Président de la République.
Cependant, nous ressentons bien -et c'est évidemment sur ce sujet que je veux m'arrêter un peu- dans les grandes difficultés politiques -je l'ai dit l'autre jour au Bureau mais permettez-moi de reprendre la formule peut-être un peu excessive mais bon, pour faire image... Nous avons vécu il y a huit jours un week-end que j'ai ressenti comme horrible, non pas tellement et pas seulement parce que ce n'était pas fameux électoralement, mais parce que le week-end s'est déroulé autour de Le Pen, par rapport à lui, sur son terrain ; c'est l'habileté majeure par rapport à laquelle nous avons à voir comment réagir.
Pendant deux ou trois jours, c'était lui, y compris après des paroles de provocation fantastiques, inimaginables il y a quelques semaines encore, y compris après ce geste odieux de provocation formidable aussi, mais enfin qui est passé, et qui est non seulement passé mais qui, à première vue, paraît avoir rapporté, celui d'avoir organisé cette manifestation, y compris contre la volonté du père de la victime de ce qui s'était passé à Marseille.
Je n'insisterai pas sur ce qu'on fait les médias, notamment télévisuelles, autour de cela : Le Pen en première ligne en permanence. Je le répète : tout sur lui, par rapport à lui, avec le moment culminant -il est vrai que cela venait après 48 heures, mais je vais être un peu méchant- pendant lesquelles M. Kouchner avait débordé d'humanitarisme, de gémissements et de pleurs, inondant les mouchoirs sur le danger du Lepenisme, le week-end se terminant donc par le moment culminant de l'interview par Mme Ockrent.
(Rires)
Non, il n'y a pas de relation directe ! C'est un simple constat.
Nous sommes donc devant cela.
En effet, faut-il se contenter de tremper les mouchoirs avec l'humanitarisme sous ses formes diverses ? Depuis des mois et des mois, voire des années, nous en sommes abreuvés.
Par rapport au Front National, cela ne fait plus, si cela n'a jamais fait, le poids.
Il faut évidemment donner la réponse de fond et combattre par rapport à ce que nous sommes et ce qu'il peut représenter.

Il faut dire sommairement, sans détours, que c'est du tachisme. Certains émettent des réserves, disent que ce n'est peut-être pas tout à fait du tachisme, que c'était dans d'autres conditions, etc. Pour la grande opinion, qui n'est pas tellement informée, notamment pour les nouvelles générations (alors ne faisons pas dans le détail et la subtilité) le Front National, c'est le tachisme. Cela doit donc être combattu comme tel.

Mais la principale réponse, nous l'avons dit depuis longtemps et nous essayons de la mettre en œuvre, et certains passages de l'intervention du Premier Secrétaire de ce matin l'ont bien rappelée -ce n'est pas facile et nous en sommes encore très loin-, la principale réponse est bien entendu de faire reculer les inégalités, le chômage et l'ensemble de ce que l'on appelle aujourd'hui -je n'aime pas tellement le mot mais il dit bien ce qu'il veut dire- les phénomènes d'exclusion.

Je dis tout de suite que cela ne suffit pas et je vais venir à la suite, mais au-delà, il n'y aura évidemment pas de recul du phénomène Front National. Nous le savons bien, nous sommes beaucoup à le vivre sur le terrain, comme on dit (n'abusons pas de l'expression mais c'est quand même la réalité), c'est par là que des couches importantes des milieux populaires qui étaient notre électorat de gauche, PS et PC, ont glissé vers le Front National depuis une quinzaine d'années.

Si nous ne renversons pas la tendance ici, alors rien ne se fera.

On rappelait ce matin ce qu'a été l'annonce sans précédent pendant l'été du chapelet des suppressions d'emplois programmées, et les coups de force continuent ! Montbéliard m'a frappé et il se trouve que j'ai pu regarder ce soir là à la télévision -pour une vois, cela valait la peine - ces scènes qui ont été reproduites -et je me réjouis qu'il y ait eu cette rencontre avec le Premier Secrétaire du PS-, le chagrin profond de cette femme, de cette militante, toute une vie de travail dans cette entreprise et d'activité militante. On la sentait bouleversée, effondrée par ce qui se passait.

En effet, et il est vrai que cela devient malheureusement l'habitude, que la hache enfonce les portes et que l'on assiste à des scènes honteuses, que l'on n'avait pas vues depuis très longtemps.

Dans le même temps, on assiste au profit record de Michelin, mais qui annonce parallèlement la confirmation de nouvelles vagues de licenciements. Mieux cela va pour le capitalisme, moins cela va pour l'ensemble de la société et d'abord pour le monde du travail.

C'est ce que ressentent les gens et c'est là-dessus qu'ils nous attendent.

Comment pouvons-nous faire ?

Tus as dit, Jean-Luc -puisque tu as un peu sollicité que je fasse quelques éléments de réponse, je le fais bien volontiers (il n'est pas là mais le message passera)- : "Oui, mais nous faisons cela, nous faisons la réplique, mais les organisations syndicales, etc." De grâce, une fois de plus, ne nous abritons pas derrière l'insuffisance qui est réelle, encore qu'elle soit quand même moins vraie aujourd'hui qu'elle ne l'a été.

Collection Jean Jaurès

Il s'est quand même passé des choses, notamment depuis un an, mais il est vrai qu'elles ne sont pas tout à fait au niveau de ce qu'est l'état d'esprit des gens, de leur volonté de riposter.
Pour le moment, le fait qu'ils ne savent pas bien comment riposter me fait dire que nous avons à travailler, idée à laquelle je tiens et je crois qu'elle est encore en accord avec ce que fait le Parti et la Direction du Parti. Il faut y travailler d'arrache-pied.
Pour nous, principale formation politique de la gauche, et de loin, force dont dépend la fameuse alternance qui doit être un vrai changement, comment faire pour donner l'impulsion et non pas seulement chez nous ? Je voudrais bien que cette dimension ne soit pas abandonnée, ou alors ce n'est pas la peine de tenir toute une Convention au début de l'année sur l'Europe et la mondialisation.
Ayons toujours en tête les conséquences pratiques et politiques que cela entraîne, pas seulement en France, pas seulement hexagonales, mais avec l'ensemble des forces européennes.
Enfin, au moment où du côté allemand, cela bouge -je ne veux pas exagérer l'importance de l'événement mais tout de même, nous n'avions pas vu de telles manifestations en Allemagne depuis une vingtaine d'années. La rupture, l'opposition vigoureuse à la politique de Kohl, même s'il est vrai qu'il n'a pas manqué une voix de la majorité pour approuver son programme-, nous sommes dans des conditions comparables, parallèles avec ce qui se passe chez nous et l'état d'esprit des gens, leurs interrogations et leur volonté de ne pas se laisser faire ni subir, mais comment faire ?
Ce qui se passe en Allemagne ainsi que dans d'autres pays -je pense notamment à la Belgique- me fait dire que nous devons organiser, prévoir, mettre en œuvre à l'échelle de l'Europe -c'est là que je veux poursuivre ce que Jean-Luc a évoqué, c'est-à-dire le débat bien légitime que nous avons.
Ce que tu as dit en appelant à la rescousse la dialectique, c'est toujours de bonne pratique, cela facilite les choses. Avec la dialectique dynamique sociale/dynamique de l'union, on s'en tire toujours plus ou moins... (rires)...

Jean-Luc Mélenchon - Tu es un connaisseur !

Jean Poperen - Mais naturellement, vous en êtes un autre !
Mais plus sérieusement, au-delà du badinage, tu fais référence à ce que nous avons vécu. C'est vrai que je crois l'avoir vécu d'assez près, et l'avoir encore tout à fait présent. Mais justement, il y a quelques différences (on ne va pas les analyser dans le détail, on n'en a pas le temps, mais il est bon que l'on mène la réflexion) entre la situation d'aujourd'hui et celle que nous avons vécue dans les premières années, disons en gros, dans la décennie 70, d'élaboration du programme commun et de réalisation de l'union. Il y a quelques différences, y compris, tu me l'accorderas, dans le rapport des forces à gauche grâce à notre travail et grâce à tout ce qui s'est passé, même si nous avons eu des moments difficiles.
Donc déjà, il faut tenir compte de cela.

Fondation Jean-Jaurès

Et puis, il y a eu le côté moins positif de ce que nous avons fait ensemble. Alors, les Communistes insistent beaucoup là-dessus naturellement, sans d'ailleurs bien dire ce qu'il faudrait faire maintenant. Quand j'entends et je vois Hue, à chaque fois, il dit : "Il ne faut pas renouveler ce que nous avons fait", mais je n'ai encore pas entendu d'une façon très claire, limpide, en tout cas pour moi, ce qu'il faudrait faire. Bon.
Mais c'est vrai que beaucoup de gens, y compris ces gens dont je parlais tout à l'heure et je vais y revenir, qui s'interrogent sur les moyens de riposter ne sont pas totalement, absolument contents de la façon dont cela s'est passé.
En bref (je sais qu'on n'est pas là pour prolonger), mon sentiment est qu'il faut aller dans la direction que tu dis. Je crois que personne ici ne doute que votre serviteur ait sur ce point, en quoi que ce soit, changé d'avis. Je suis toujours un partisan et un combattant de l'union.
Mais je n'ai pas entendu dire (là, on est à l'automne 1996, on n'est même pas au printemps 1997, encore moins à l'automne 1997, tu as dit qu'entre le Congrès qui est prévu pour l'automne 1997 et les élections, cela ne fera pas beaucoup de temps), je n'ai pas entendu dire, y compris par le Premier Secrétaire, qu'on resterait en ce qui concerne l'union l'arme au pied jusqu'au moment du Congrès, que rien d'important ne se passerait, qu'aucune initiative ne serait prise. Simplement, mon sentiment est qu'il faut que les conditions politiques en soient peu à peu créées, comme on dit, qu'elles mûrissent. Mon avis, c'est qu'au moment précis où je parle et où tu as parlé, nous ne sommes pas encore à ce niveau, qu'il y a donc à travailler pour y parvenir dans les meilleurs délais, et notamment par l'effort que nous devons faire dans le développement, le soutien à une dynamique sociale.
Je crois que cela passe d'abord par là et qu'ensuite, s'enclenchera, en effet, une dynamique plus politique, celle de l'union, te rejoignant en tout cas sur un point, tu l'imagines bien, c'est qu'il n'y a pas de débouché à une dynamique sociale si à un moment de cette dynamique, il n'y a pas une réponse politique. Cela, c'est parfaitement clair, mais je n'imagine pas qu'il y ait qui que ce soit ici qui en doute, qui le mette en question. Il faut simplement y travailler et peu à peu en créer les conditions.
Deuxième volet de ce que je voulais dire, mais je crois que ce débat va en effet s'affiner dans les jours qui viennent, c'est un peu le cœur de notre stratégie, la riposte sociale, le soutien actif, en pointe, à la volonté des gens, pas toujours très affirmée (mais que je sens, c'est l'analyse que je fais en rencontrant les gens, y compris là où je suis élu), de riposter. Mais cela ne suffit pas.
Nous devons aussi nous exprimer clairement par rapport à la question (ce n'est pas la seule mais enfin ne rusons pas, tout ce qui s'est dit depuis ce matin et ce que nous vivons ces dernières semaines montre que c'est une des questions principales sinon une des questions centrales) non pas de l'immigration, parce que déjà là, on dérape, mais de l'intégration dans une communauté nationale française à notre époque dans le fil, dans la ligne de ce qui est toute notre histoire et qui est une des composantes de l'idéal républicain : faire que tous

ceux qui vivent sur ce sol se sentent le plus vite possible membres d'une même communauté sociale culturelle, politique.
Et moi, ce que je souhaite, c'est qu'en effet nous disions très clairement, nous annoncions (je ne sais pas comment cela peut se produire en termes de communication) : nous sommes le parti, dans la mesure où nous sommes la grande force de l'alternance, de l'intégration à l'étape actuelle.
Alors, c'est plus difficile (naturellement, je n'ai pas la naïveté de sous estimer les difficultés) qu'à certaines autres époques, mettons début du siècle, qu'avec d'autres formes d'immigration que celle qui est prépondérante aujourd'hui, encore que cela a été dit souvent, on oublie ce qu'ont été les difficultés d'intégration y compris avec des populations d'origine européenne au début de ce siècle avant et au lendemain de la Première Guerre Mondiale. N'idéalisons pas, comme on le fait trop souvent, ce qu'ont vécu des générations antérieures alors que dans certaines villes, et notamment certains corons, on se foutait sur la g... avec les Polonais ou avec les Italiens ! Donc, n'idéalisons pas.
Mais cela dit, (c'est vrai, pour des raisons culturelles au sens large du terme et notamment religieuses, c'est notamment plus difficile avec une population à majorité maghrébine), quelle que soit la difficulté, ne dévions pas de cette orientation, nous sommes pour l'intégration. Et les autres, la droite en général et a fortiori l'extrême droite, elle est contre cela, nous sommes pour.
Je crois que c'est toi qui l'a dit ce matin, Jean Glavany, faisons revivre l'opposition gauche-droite. Voilà une ligne de partage qui doit être nette. Mais à condition que nous ne finassions pas avec l'objectif de l'intégration. Puisqu'il faut bien faire de temps à autre référence à ce que l'on essaye de réaliser soi-même, avec ce que je crois nous sommes en train de réussir dans beaucoup de communes, si je prends non seulement la mienne mais ce que je sais de la plupart des communes de la banlieue lyonnaise où nous savons ce que sont et ce qu'ont été les difficultés politiques, nous progressons, nous marquons des points. Notamment, quelles qu'en soient les vicissitudes, au travers des contrats de ville, de la politique de la ville, de la mise en œuvre, dans les quartiers comme on dit difficiles ou sensibles, d'une politique de présence, de réhabilitation urbaine, c'est ce que l'on fait chez moi dans le quartier le plus dur, et croyez-moi, là les résultats commencent à se faire sentir.
Des rapports nouveaux commencent à s'établir entre ceux qui sont arrivés migrants de diverses générations et ceux qui étaient là. C'est lent, cela ne peut être que lent et c'est là notre difficulté parce que par ailleurs les événements se précipitent, mais c'est la ligne qu'il nous faut suivre.
Seulement, dans le même temps et j'en aurai terminé, c'est l'autre volet, ce n'est pas un problème de symétrie, c'est comme cela, le fait est que nous ne pouvons poursuivre la réussite que dans un certain contexte, et c'est sûr que s'il doit y avoir justement, là où les choses sont difficiles, des arrivées nouvelles, massives, de migrants, alors, nous ferons basculer les choses, nous ne ferons pas d'intégration.
Je vais, si vous m'y autorisez, vous dire en trente secondes ce que j'ai appris hier à cette heure-ci à la réunion de mon bureau municipal. Dans l'un des

quartiers les plus durs chez moi où nous travaillons d'arrache-pied, je peux vous dire, on y passe beaucoup de temps, on y met beaucoup d'argent, enfin bref, on fait ce qu'il faut pour obtenir des résultats, j'ai appris hier que les éléments intégristes islamiques du nord-Isère qui ont déjà tellement bien agi que cela a été le nettoyage par le vide des forces de gauche, à Charveux et Chavagneux, notamment, avaient fait en sorte que toute une colonie vienne s'installer dans ce quartier dit de l'Espérance (hélas), de chez moi, avec la complicité de l'association Notre-Dame des Sans-Abris qui avait répondu très clairement à mon adjoint qui lui disait : "mais écoutez, faites attention tout de même, là vous êtes en train de faire basculer la situation de ce quartier", "cela ne vous regarde pas". Nous, on est bon pour payer, c'est connu, la municipalité paye et Notre-Dame des Sans-Abris décide.
Si nous laissons faire là où nous espérions marquer, comme dans d'autres quartiers nous l'avons fait, des résultats quant à l'intégration, nous aurons le ghetto, c'est-à-dire le contraire de l'intégration. Je crois que là, il n'y a pas de désaccord, il faut simplement qu'on soit au clair entre nous, d'une part continuer à accentuer et mettre les moyens en œuvre pour réussir l'intégration, mais dans le même temps, être très clair sur les exigences que cela suppose, y compris d'ailleurs dans le dialogue que nous avons avec ces forces.
Une des choses que nous allons faire dès les prochains jours, dès que je vais être rentré, c'est, avec ceux qui sont nos interlocuteurs habituels parmi ces migrants, de poser ce problème pour qu'ils nous aident à faire face à cette tentative délibérée, elle politique, manifestement, et là, vous voyez la solidarité (en d'autres temps, on aurait dit objective) entre ces éléments ultra-islamistes et le Front National, parce que là, pas besoin de vous dire que si cette opération devait réussir, dans les quartiers où déjà on dépasse les 30% (moi, je ne dis pas que ce n'est pas beaucoup), on dépasserait les 35 ou 40.
Cela, il faut le faire avec toutes les forces disponibles, et cher Jean-Luc, c'est à mon avis un des terrains de l'union par lequel nous préparons les conditions politiques d'un accord général, d'un accord national d'union dont il faudra, nous le voulons tous, créer les conditions par le travail de terrain en accentuant ce travail dans les prochains mois.
Si nous faisons cela (j'ai le sentiment que ce parti, tel qu'il est aujourd'hui en a la capacité) nous pouvons gagner cette bataille, mais je te rejoins encore sur ce point, elle n'est pas gagnée d'avance, soyons-en tous persuadés.
(Applaudissements)

La présidente - Philippe Coepel.

Lionel Jospin - Chers camarades, ceux qui sortent, pouvez-vous vous arrêter un instant ? Je proposerais, parce que sinon, honnêtement, cela va perdre un peu de son sens, non pas que l'on change l'ordre des interventions, mais que l'on procède maintenant si vous le voulez bien, et si les intervenants qui ne sont pas intervenus n'estiment pas que leurs interventions puissent changer quoi que ce soit au sens de ce vote, à l'approbation du rapport présenté par Daniel Vaillant

ce matin sur la question des élections, en précisant qu'il s'agit d'une prise en compte de la démarche, de la méthode et de l'objectif, en précisant qu'il ne s'agit pas de parler sénatoriales (cette question a été examinée ce matin), ni de parler régionales au sens d'aller à ce stade plus loin que ce qui a été dit dans le texte de la Convention du Parti, d'une part et, d'autre part, de procéder à la désignation des têtes de listes aux régionales en même temps que la désignation des candidats aux législatives. Mais les propositions, la méthode et l'objectif, il me semble qu'on est bien éclairé maintenant dessus, on pourrait les mettre au vote pour que ce ne soit pas à 20 ou 25 qu'on prenne la décision.
Je t'en prie.

Philippe Coepel - Moi, en tant qu'orateur suivant, je m'y oppose pour une simple raison, c'est que c'est reconnaître que tout le monde a l'autorisation de partir après ce vote et que les derniers orateurs ont le droit de s'exprimer devant une salle vide, ce que je trouve tout à fait regrettable.

Lionel Jospin - Je consulte le Conseil puisque j'ai fait une proposition. Je comprends tout à fait le sens de ce que tu dis. Moi, le sens de ma proposition n'est pas de dire : puisque vous avez voté, vous pouvez partir parce que je constate que moi, Conseil national après Conseil national, je suis là au début et je suis là jusqu'à la fin et je considère que ce que je fais en tant que Premier secrétaire après un certain nombre de Conseils nationaux dans ma vie, beaucoup d'autres membres du Conseil national devraient se l'imposer comme un devoir.
(Applaudissements)
Donc, le sens de ma proposition n'est pas : quand vous avez voté, vous pouvez partir, il est de préférer qu'on vote nombreux plutôt que pas nombreux, alors le Conseil national s'exprime. Quel que soit le nombre, le Conseil national se sera exprimé, cela me paraît évident.
Alors, est-ce que vous souhaitez qu'on procède au vote maintenant, ou est-ce que vous souhaitez, prenant en compte...

Dans la salle - Oui, oui.

Lionel Jospin - Très bien. Donc, la proposition est acceptée, mais je reconnais que ton intervention ne manquait pas de pertinence, on est d'accord. Néanmoins, il faut faire un choix...
Yvette ?

Yvette Roudy - C'est à propos du rapport de Daniel Vaillant, dont on a dit que c'était une première étape mais dans lequel, moi, j'ai noté une ambiguïté qui n'est pas levée à cet instant.
Tu dis, Daniel, 30% de candidatures (et toi, tu dis toujours 30% de candidatures), et puis je lis par ailleurs dans la presse que ce serait 30% de candidatures dont on pourrait penser, considérant ce qui s'est passé aux précédentes élections et tout ce qu'on a pu dire, qu'elles ne seraient pas

Fondation Jean-Jaurès

jouables. Alors, c'est quoi, c'est 30% ? C'est 30% de candidatures ou c'est 30% qui ont des chances de donner vraiment des résultats positifs ?

Lionel Jospin - Les choses sont très claires depuis le début.
Allant à Dijon l'autre jour pour les réunions dont je vous ai parlé, j'avais les journalistes avec moi et je leur ai fait la remarque et le reproche de ne pas lire nos textes.
Nos textes sont clairs : il s'agit de 30% de candidatures. Cela, c'est ce qui a été voté par la Convention.
Après, on peut très bien se fixer un objectif, mais c'est cela qui a été acquis par la Convention.

Yvette Roudy - Non, non, moi, je ne vote pas cela.

Lionel Jospin - Tu fais ce que tu veux, mais Yvette, on ne va pas discuter les décisions des Conventions du Parti !

Yvette Roudy - Non, mais il y a des ambiguïtés.

Lionel Jospin - Cette ambiguïté est levée parce que cela ne peut être que la position prise par le Parti. Mais quant à moi, si on peut arriver à 30% de candidatures éligibles, j'en serai personnellement très heureux. Ce que nous avons fixé par la Commission, c'est le plancher, je considère qu''il faut maintenant aller aussi loin que possible. En tout cas, le sens du vote est bien celui-là.
Donc, je vous propose d'approuver, ou de ne pas approuver, à la fois la méthode et l'objectif fixés à ce stade par la Commission, approuvés par le Bureau national et présentés par Daniel Vaillant.
Qui est favorable à cette décision ?
...

La présidente - Qui est contre ?
...

Dans la salle - Ce sont les titulaires qui votent...

Philippe Coepel - Je suis désolé, c'est moi-même qui avais posé la question la dernière fois, il était bien convenu que les membres du quart sociétal participaient au vote quand il ne s'agissait pas de vote portant sur les personnes. Je suis désolé, on a réglé ce problème la dernière fois et c'est moi qui avais posé la question !

Dans la salle - Il a raison.

Lionel Jospin - Si il a raison...

Cons Fondation Jean-Jaurès

Bertrand Delanoë - De toute façon, cela fait une voix...

Lionel Jospin - Il s'agit donc d'un camarade émanant du quart sociétal. Il semble que la décision qui a été prise soit de dire que peuvent voter les camarades du quart sociétal, du moment qu'il ne s'agit pas de vote sur les personnes. Donc, ce vote sera enregistré.
On a deux voix contre, c'est cela ?

La présidente - Et les abstentions maintenant ?
...
8.
Le rapport est donc adopté.
Philippe ?

Philippe Coepel - Je remercie d'abord ceux qui sont encore dans la salle à cette heure-ci...

Claude Estier - Ne sois pas agressif...

Philippe Coepel - Je ne suis pas agressif, mais il y a des choses qui sont inadmissibles !
(Mouvements divers)

Dans la salle - On t'écoute.

Philippe Coepel

Je voudrais aborder trois points qui sont liés au grand débat thématique que nous menons cette année, le premier ayant trait à l'organisation de notre réflexion, les deux autres étant plus spécifiquement axés sur la redistribution.
Mais l'actualité commande. Il faut s'y soumettre et dans ma région celle-ci est aujourd'hui dominée par les problèmes de défense de l'industrie de l'armement, des arsenaux. En tant que Socialiste, il est particulièrement difficile de répondre aux interrogations des salariés menacés sur le bassin d'emploi. Que dire, tandis que le Parti reste très discret sur les grandes options de défense, sur l'évolution de l'industrie de l'armement et, par conséquent, pour ce qui concerne le plus directement ma région, sur le problème de la construction des sous-marins nucléaires ? Peut-on dénoncer les choix actuels s'il nous est impossible d'affirmer que, revenus au pouvoir, nous conduirons une politique réellement différente ?
Il est urgent que dans ce domaine qui engage la survie économique de plusieurs régions le Parti définisse des orientations qui puissent permettre aux responsables et aux élus locaux de tenir un même langage et d'éviter une regrettable cacophonie.

Fondation Jean-Jaurès

Je vous ai dit que j'avais pour objectif d'aborder trois points liés au problème de la redistribution. Compte tenu de l'heure et de la façon dont s'est déroulé le débat, je pense que j'aborderai ces points lors du prochain Conseil.
Je vous remercie.
(Applaudissements)

La présidente - Christian Bataille. Se prépare Jean-Marie Le Guen.

Christian Bataille

Chers camarades, à ce point des débats, j'ai forcément l'intention de raccourcir l'intervention que je voulais faire, même si je constate qu'à plus de 17 heures, alors que nous sommes en séance depuis un peu plus de dix heures, nous n'avons pas abordé le sujet qui défraye l'actualité et qui vaudra des rassemblements demain dans Paris, à savoir la venue du Pape ! Et l'histoire du Parti retiendra peut-être que nous aurons passé notre journée à débattre du sexe des candidats au moment où, au fond, la République et les valeurs de la République sont en question...
(Mouvements divers)
Car, de quoi est-il question ? De la venue du Pape dont j'entends dire (et il est significatif qu'aucun intervenant n'ait abordé cette question) qu'elle est neutre. Cela peut plaire ou ne pas plaire, c'est vrai... Quoi de plus normal que la visite en toute liberté d'un chef religieux... C'est la tolérance républicaine elle-même... Ce qui est moins normal et ce qui a été dit ces derniers jours, c'est que les plus hautes personnalités de la République, M. Chirac et Mme Chirac en tête, des membres éminents du gouvernement, des présidents de Conseils généraux, de Conseils régionaux, des maires, s'apprêtent à cautionner et à subventionner un acte qui, jusqu'alors, ne relevait pas des finances de la République.
Je passerai sur les faits historiques mineurs qui sont en question, car l'argument du baptême d'un chef de tribu germanique est un peu mince pour justifier toute cette orchestration, cette interprétation tendancieuse de l'histoire (je ne vous rappellerai pas l'histoire de Clodovic, chef plutôt brutal et passé à l'histoire sous le nom de Clovis), pour venir à ce qui est en question, à savoir la séparation de l'église et de l'Etat, qui est inscrite depuis un siècle et que nous laissons tranquillement remettre en question aujourd'hui d'une façon solennelle, au niveau de l'Etat, mais dans la vie de tous les jours, par les actes de tous les jours d'élus de droite qui transforment des circonstances religieuses en des circonstances publiques, qui mélangent la République et l'église.
Ce pour quoi vous êtes appelés à vous rassembler demain dans les rues de Paris, ce n'est pas pour vous dresser contre la personne d'un chef religieux, que l'on peut respecter ne serait-ce que pour son grand âge, mais c'est pour défendre cette conception de la séparation de l'église et de l'Etat et aussi pour protester contre le nouvel ordre moral que l'on sent bien poindre depuis des années mais qui, aujourd'hui (c'est un peu paradoxal s'agissant d'un ordre moral), s'étale d'une façon plus ou moins impudique.

Ce qui enfin, et j'en terminerai par là, est pour la République insupportable, c'est que cette célébration fastueuse, coûteuse, soit provocatrice dans ses circonstances et dans le choix de la date.
Dans ses circonstances, personne ne se trompe (on fait semblant de l'ignorer... on le fait publiquement) sur la signification profonde de ce salut aux Vendéens, de ce salut aux rebelles aujourd'hui cautionné par M. De Villiers, aux anti-républicains historiques, qui est l'objet d'une absence de commentaires de la part de la hiérarchie mais aussi de la part de tout le monde.
Et puis, le choix de la date est un défi à la Nation. Je ne veux pas ici vous donner une leçon d'histoire, mais ces jours auraient très bien pu être fête nationale, ils le méritaient tout autant que le 14 juillet ! Le 20 septembre, Valmy, le 21, abolition des rois, le 22, jour I de l'An I de la République. Et si l'on devait fêter quelque chose en ce moment, c'est l'émergence d'une Nation rassemblée qui a su faire face à l'Europe entière des rois, à l'Europe qui voulait restaurer l'ordre ancien fondé sur l'alliance du trône et de l'autel.
Alors je veux me réjouir, à 17 heures et après une journée de débats, que ce Parti qui incarne si bien les valeurs de 1789 et de 1992 n'ait vu aucune voix s'élever pour émettre des réserves ou des protestations contre le rassemblement organisé demain dans les rues de Paris. C'est déjà quelque chose ! Nous avons même été jusqu'à exprimer une condamnation de ce périple papal et réactionnaire, ce périple du retour en arrière que nous condamnons si bien chaque fois dans nos Congrès et qui est aujourd'hui symbolisé, caractérisé de la meilleure manière.
Demain, une bonne partie de ceux que nous avons l'ambition de rassembler, et qui vont bien au-delà des limites étroites de ce Parti, seront en cortège dans les rues de Paris. Au fond, parmi les grandes organisations de la gauche, il n'y a que les deux principales, le PS et le PC, qui n'appellent pas à manifester, mais ils seront là. Il y a, parmi les organisateurs de cette manifestation, ceux que nous voulons rassembler. Il y a bien, c'est vrai, quelques expressions originales, marginales, mais permettez, s'agissant de ces circonstances, à une petite minorité de se montrer insolente et humoristique. Je trouve que les commentaires qui ont été faits à propos de la protestation contre cette venue théâtrale et cinématographique du Pape sont un peu trop sérieux et manquent un peu de l'humour et de l'esprit qui ont justement toujours caractérisé cette forme très républicaine de l'insolence.
Alors, pour ceux à qui cela aurait échappé, je veux rappeler une simple chose : demain, 13 heures, de la République à la Bastille, il nous reste à être avec eux !
(Applaudissements)

La présidente - Merci.
La parole est à Jean-Marie Le Guen. Ensuite, Denise Cacheux.

Confédération des Parlementaires

Jean-Marie Le Guen

Chers camarades, à l'heure qu'il est, je voulais parler de politique de l'emploi, de santé publique, de problèmes du logement, de politique de la jeunesse... mais je m'arrêterai assez rapidement et me contenterai de parler en quelques mots...

Denise Cacheux -... du Pape !

Jean-Marie Le Guen -... non, je vais essayer de parler d'autres problèmes de société. Celui qu'a évoqué Christian Bataille est un problème important, je comprends sa réaction, mais je ne suis pas certain que nous devions la suivre pour autant. Par contre, je crois qu'il met au devant de la scène un certain nombre de questions dites "de société", qui sont en fait des questions sociales et qui sont très présentes dans le débat politique. Je vais essayer moi-même d'en soulever quelques autres.

Notre troisième Convention est attendue fortement de nos concitoyens, elle intervient au moment où le mécontentement vis-à-vis du Gouvernement ne cesse de grandir, où le besoin d'une politique alternative commence à se faire sentir, mais sans que notre force de proposition suffise aujourd'hui à convaincre que nous incarnons cette espérance.

Nous devons donc saisir ce moment pour progresser dans l'opinion et pour cela je crois qu'il nous faut proposer et clarifier, innover et crédibiliser notre démarche.

Je crois utile, c'est l'objet essentiel de mon intervention raccourcie, de dire qu'il nous faut tout autant choisir les sujets que nous souhaitons mettre en débat, que les solutions à y apporter.

Le thème de la redistribution est sans doute une aspiration forte des Français mais je pense aujourd'hui plus fortement encore que nos concitoyens s'interrogent plus fondamentalement sur le sens et la réalité du contrat social qui nous lie. Ce contrat social est aujourd'hui déchiré par l'exclusion, le chômage, les injustices, la montée du sentiment d'insécurité mais dans tous les domaines de la vie quotidienne et pas simplement au sens où on l'entend traditionnellement.

Notre réflexion parlera donc de l'approche économique et sociale et puisque nous sommes au début de ce travail je voudrais faire un certain nombre de remarques qui tiennent à la fois à la méthode et au fond.

On voit bien comment ici et là, dans notre parti, un certain nombre de questions de politique macro-économique qui sont, je crois, devenues presque classiques, reviennent en discussion. C'est le cas du problème des critères de Maastricht, de la réduction du temps de travail et même d'un certain point de vue, de la réforme de la fiscalité.

Le sens de mon intervention est de vous dire que je crois qu'au point où nous en sommes, nous devons relativiser l'importance de ces débats et ce, pour plusieurs raisons. D'abord, parce qu'ils ont déjà donné lieu à des discussions entre nous et pour l'essentiel ont été, si ce n'est tranchés, en tout cas orientés. Il ne s'agit pas

de questions nouvelles et y revenir éternellement serait porteur plus de confusion que d'autre chose.
D'autre part, quelles que soient les réponses que nous apportons à ces questions, aucun d'entre nous ne peut penser une seconde que l'ensemble des problèmes qui sont au cœur de cette déchirure du contrat social : chômage, injustices, souffrance social, ne peuvent être résolus par tel ou tel aspect de notre orientation politique macro-économique. Enfin, parce que, souvent, au regard de ce que sont les positions des uns et des autres, je crois que si nous devions adopter des positions extrêmes, caricaturales, elles seraient souvent de nature délétère par rapport à l'identité de notre parti.
Aussi, je crois que nous devons mettre au devant de la scène non seulement ces questions macro-économiques mais un certain nombre de questions sociales qui sont porteuses d'enjeux tout à fait fondamentaux dans la société d'aujourd'hui, porteuses de changement radical tout aussi essentiel et qui sont, je crois, plus concrètes, plus proches des citoyens.
Nous ne sommes plus dans les années 70 où par des années de formation politique et idéologique venant des partis, venant de l'époque de la culture, de l'époque de l'organisation syndicale, la plupart des citoyens se raccrochaient à des discours d'ordre transcendantal et vertical, partant de grandes questions et de principes théoriques.
Pour ceux d'entre nous et nous sommes nombreux à le faire, qui allons sur le terrain, nous voyons comment des générations nouvelles certes mais parfois plus anciennes ont perdu tout repère théorique, toute culture sociale et il ne suffit pas, je crois, de faire référence à cette culture sociale pour aujourd'hui galvaniser les espérances.
De la même façon que dans le débat avec le Front National il est bon de dénoncer et de caractériser ce qu'est aujourd'hui la politique de Le Pen, sur bien des sujets, chers camarades, je crois qu'il ne faut pas se faire d'illusions, il faudra que nous soyons capables de reprendre une pédagogie à la base. Il ne s'agit pas simplement de dénoncer la xénophobie, le racisme ou l'antisémitisme, il faut expliquer en quoi les déclarations de Le Pen sont aujourd'hui racistes, xénophobes et antisémites et en quoi le racisme est quelque chose de dangereux. Nous en sommes à ce niveau là dans la société actuelle. Ne parlons pas qu'à des gens d'un certain niveau social et culturel, sachons aussi que beaucoup d'autres n'ont plus les réflexes dans lesquels nous avons vécu culturellement ces dernières années.
Pour toutes ces questions et c'est aussi une des forces du Front National, il faut le combattre politiquement, le dénoncer, avoir une politique concrète qui lèvent toutes ces souffrances, il faut que nous sachions aborder un certain nombre de questions qui, aujourd'hui, sont à la marge du débat politique traditionnel qui ne font pas partie du politiquement correct si j'ose dire.
Très rapidement, je les énumère :
En matière d'emplois, il faut que nous ayons globalement une politique de lutte pour l'emploi mais je crois qu'il faut que nous sachions être radicaux plus encore sur un certain nombre de questions.

Contribution Jean-Paul

La question de l'emploi des jeunes, nous avons aujourd'hui les moyens de la résoudre si nous le voulons et les moyens de fixer cet objectif d'une façon radicale.
Il faut, je crois, qu'au delà d'une problématique générale sur l'emploi, nous soyons capables de montrer très clairement un certain nombre d'objectifs tout à fait concrets.
Les problèmes de santé publique ou de santé, aujourd'hui, ne sont plus et ne doivent plus être abordés à travers la maîtrise des dépenses ou à travers l'absence de maîtrise comme l'a fait la droite pendant des années. Les Français, dans leur tête et dans leur cœur, nous tous, sommes profondément inquiets devant ce qui est promis comme avenir à nous mêmes ou nos enfants.
Les phénomènes que nous avons connus ces dernières années, la vache folle, l'amiante, les phénomènes de pollution sont au cours des angoisses existentielles de nos concitoyens. Il faut qu'au plan central, nous soyons capables de poser ces questions et pas simplement d'une façon découlant d'une logique économique ou politique. Cela doit devenir des thèmes centraux de l'action politique.
Je voudrais aussi parler de la politique en direction des jeunes en un mot.
Nous allons nous battre demain pour donner la priorité à l'éducation, nous allons mettre des moyens budgétaires considérables et pendant ce temps-là, nous savons tous que les jeunes vivent dans un environnement très largement dominé par la culture télévisuelle dans laquelle ils vivent. Ils vont passer plus de temps à la télévision qu'à l'école et qu'avons-nous fait ? Nous pas simplement en tant que force politique mais comme adultes responsables de la société dans laquelle nous vivons ? Aujourd'hui l'essentiel de l'environnement culturel de notre jeunesse dépend d'un certain nombre de diffuseurs de télévision privés ou publics de responsables, d'éditeurs de programmes qui eux mêmes sont financés par une seule source : la publicité et qui fait que l'ensemble se fait sans que nous ayons aucun contrôle social, aucune volonté éducative, aucune action en direction du contexte dans lequel s'éduque notre jeunesse.
Ce sont des questions essentielles qu'il faut poser aujourd'hui à notre société qui doivent devenir des questions politiques. Cela demandera de nous battre parce que dénoncer ici le privilège des publicitaires ou bien la logique de TF1, d'Antenne 2 ou FR3 en la matière, dire que nous devons avoir la force politique d'imposer un contenu pédagogique de faire en sorte que les enfants ne soient pas soumis au stimulis marchands de la publicité qui finance systématiquement les émissions qu'ils voient dans un contexte que je ne développe pas, eh bien ce sont des questions politiques que nous devons poser pour 1998.
C'est cette nature de changement social aussi. Nous ne pouvons pas, dans notre convention redistribution n'aborder que des questions abstraites qui ne sont pas de nature véritable à changer la logique sociale dans laquelle nous sommes. Nous devons mettre dans le débat politique des questions que quelque part seul Le Pen est à même de poser, ces questions du non dit politique qui doivent être au centre de notre réflexion.

Convention Jean Jaurès

Je souhaite qu'elles ne soient pas abordées par quelque débat traditionnel que nous ne ferons pas avancer tous ensemble.
Merci.

La présidente - La parole est à Denis Cacheux. Ensuite, Jean Pierre Sueur.

Denise Cacheux

Au point où l'on en est, je ne vais pas vous infliger un grand discours bien construit ni reprendre tout ce qui a déjà été dit, je vais intervenir sur quatre points.
Sur le problème, dont on a beaucoup parlé, des "sans-papiers", j'ai été tout à fait d'accord avec la façon d'appréhender les choses de Lionel et en particulier les perspectives de La Rochelle. C'était le discours qu'il fallait tenir, je pense.
Mais je me dis que sur ce thème-là, il y a l'opinion. Il faut bien en tenir compte. Si l'on avait tenu compte de l'opinion, on n'aurait jamais aboli la peine de mort... On l'a fait. Il faut comprendre l'opinion, mais on a aussi un travail pédagogique pour la faire évoluer. Cela n e se fait pas forcément que par des prises de position nationales (il faut les faire), mais c'est aussi dans le comportement quotidien de chacun d'entre nous, là où il a des responsabilités.
Je voulais vous citer quelque chose qui a fait un peu avancer le "schmilblik" à Lille. Nous avions neuf pères de famille qui faisaient la grève de la faim depuis cinq semaines et que le Préfet refusait de recevoir.
Qu'avons-nous fait ? Ces neuf pères de famille avaient à eux tous 19 enfants lillois, nés à Lille, sur les registres de l'état-civil. Nous avons organisé une opération médiatico-politique en organisant un baptême républicain collectif des 19 enfants, en leur donnant des parrains et des marraines de prestige, parlementaires, élus, chefs d'orchestre, acteurs, etc. ce qui a fait que le lendemain le Préfet recevait les neuf pères de famille. Ils n'ont pas encore tous leurs papiers au jour où je vous parle, mais cela a avancé.
Je pense qu'on pourrait faire des actions comme celle-là.
Quand on a dans sa commune, ou dans sa région, ou son département, des jeunes issus de l'immigration qui sont des universitaires, qui sont de grands sportifs, pourquoi ne pas les valoriser et faire parler d'eux là où nous sommes, au lieu de laisser les médias ne parler que des faits divers ?
Il y a une quantité de choses concrètes, et pas seulement dans les grands discours, que l'on peut faire sur ce terrain-là.
Deuxième point, sur le Front National.
C'est vrai qu'il y a tout l'aspect raciste contre lequel nous avons un travail pédagogique, politique à faire. Mais je suis persuadé (c'est peut-être une faiblesse de ma part) qu'une grande partie de ceux qui sont sensibilisés par les thèses de Le Pen ne sont pas foncièrement racistes. Ils ont des comportements, des discours racistes parce qu'ils ont peur. Ils ont peur pour leur avenir et celui de leurs enfants sur le plan économique et social.
Alors, qu'on se batte sur le plan du racisme, mais qu'on les rassure aussi sur le plan économique et social et qu'on dénonce Le Pen sur ce plan-là !

J’aimerais que le Parti nous fournisse un argumentaire ou un projet de tract où l’on sache tout ce que Le Pen dit pour tuer les retraites, pour tuer la Sécurité Sociale, à utiliser vis-à-vis des gens qui pensent qu’ils sont en danger avec les autres. C’est avec Le Pen qu’ils sont en danger ! Le Pen ne leur répond pas là-dessus, il faut le leur dire. Il ne faut pas attaquer sur la partie qui n’est que la conséquence et pas la cause.
Troisième point, sur notre prochain grand débat.
Lionel va retrouver mon “dada”, mais je suis déléguée depuis des années à la famille dans ce Parti et je n’arrive pas à faire émerger ce thème de réflexion dans le Parti.
Je souhaite que vraiment on ne laisse pas ce thème à la droite. Nous vivons tous dans nos familles, les enfants, les adolescents, et tout le monde dit que c’est un endroit où on se sent bien. Cela ne veut pas dire qu’on est pour une famille pétainiste, cela veut dire qu’on est pour une conception de vie des familles, pas de la famille, et qu’on a des choses à dire sur ce sujet-là.
Notre Parti n’a pas de cohérence sur ce point. On a une réflexion qui a avancé par morceaux sur les prestations, sans ou sous conditions de ressources, on est pour le contrat d’union sociale, et puis en même temps je suis affolée quand j’entends le discours de Fête des Mères de certaines de nos élus, qui ont des paroles appuyées sur les valeurs fondamentales telles que le mariage classique ou les femmes au foyer. On entend cela dans nos mairies Socialistes !… (mouvements divers)… Mais si ! Mais si !
Donc, je souhaiterais qu’un jour, dans une Convention qui forcément va poser les premiers jalons de notre politique économique et sociale, tracer les philosophies, on en traite.
Je mettrai deux sous dans le bastringue pour demander qu’un jour on ait une Convention nationale sur la famille, où tout le Parti en débatte et prenne une position cohérente à la fois pour qu’on ait une cohérence de position et pour qu’on ait un effet d’affichage politique en ne laissant pas ce thème-là ou à la droite, sur des valeurs “réac”, ou au PC qui, tranquillement, fait approuver à l’unanimité du Parlement une proposition de loi faisant du 20 novembre la fête des droits de l’enfant, qui fait des pétitions à la porte des écoles sur l’allocation de rentrée scolaire, etc.
Je pense que nous avons notre place à tenir, et quelque chose d’original à tenir qui provoquera aussi une cohérence interne.
Enfin, dernier point, c’est évidemment (je ne peux pas ne rien dire là-dessus bien que beaucoup de choses aient été dites) pour me réjouir et remercier les instances nationales du Parti d’avoir fait avancer le Schmilblic, sur les candidatures des femmes aux législatives.
Je pense que c’est un premier pas, mais ce n’est qu’un premier pas.
Comme plusieurs l’ont dit, mais cela va mieux en le répétant, c’est un plancher, cela ne doit pas devenir un plafond, même si c’est un plafond Vert, c’est quand même le plafond sur lequel on se cogne tout le temps, quand il y a un quota, donc ce n’est qu’un début.

Fondation Jean-Jaurès

C’est maintenant aux fédérations à le rattraper, et en faire quelque chose. Je pense que cela ne peut pas être seulement sur cet aspect là. J’ai fait un compte, j’ai eu le dossier ce matin, j’ai compté qu’on aurait 40 femmes députés au groupe Socialiste, si on avait 270 élus députés. Faites le compte ! 40 femmes députés, si on a 270 élus... Cela ne fait pas 30% d’élus, cela fait une première démarche, mais j’ai quelques petites propositions à vous faire :
premièrement, puisqu’on veut la parité, et qu’on ne peut pas dans une élection uninominal d’emblée atteindre à cela, on pourrait avoir un affichage paritaire en disant : tous les tickets de candidatures seront mixtes, c’est-à-dire chaque fois qu’i y aura une candidate, il y aura un candidat et chaque fois qu’il y aura un candidat, il y aura un suppléant femme, donc tous nos tickets seront mixtes.
Deuxièmement, nous pouvons dire pour les régionales, j’anticipe un peu, Lionel l’a dit, mais on pourrait avoir dans la tête que c’est fifty-fifty, là rien ne s’y oppose.
Enfin, je sais bien que cela va faire hurler, surtout ceux qui ont des petites arrière-pensées, je le dis comme je le pense, s’il y a un petit ajout par une liste à la proportionnelle, disons que la liste élue à la proportionnelle sera une liste de femmes ! Voilà ce que je propose ! Je n’irai pas plus loin, je me dis qu’on est dans la bonne démarche mais que ce n’est pas fini pour les mamies Socialistes comme moi il y a encore du grain à moudre !
(Applaudissements)

La présidente - Merci Denise.
Jean-Pierre Sueur, puis Geneviève Domenachich...

Jean-Pierre Sueur

Mes chers camarades, si je tiens à intervenir à cette heure un peu tardive, c’est parce qu’il me semble que les deux mois, deux mois et demi qui viennent, vont être extrêmement importants et extrêmement important, y compris dans la perspective des législatives de 1998.
Nous allons définir notre politique économique et sociale, comme l’a très bien dit Henri Emmanuelli ce matin, il est clair qu’on ne peut pas imaginer qu’il n’y ait pas une totale continuité entre ce que nous allons décider à la convention et le programme qui sera présenté par notre Parti en 1998.
Certes, le niveau est différent, mais nous sommes attendus aujourd’hui sur ce que propose le Parti Socialiste, le principale parti de la gauche dans le domaine économique et social.
Or, il me semble qu’il y a au moins trois problèmes sur lesquels il nous faut avancer vite.
le premier problème c’est celui de la cohérence générale de notre propos. Nous avons un discours sur l’Europe et nous nous sommes engagés fortement dan le passé récent par rapport à un certain nombre d’échéances européennes, notamment la monnaie.
Nous avons en même temps une critique que je crois très fondée de la politique de l’offre et nous allons développer un discours sur la croissance.

Fondation Jean Jaurès

Si nous nous contentons de juxtaposer purement et simplement le discours d'hier sur l'échéance européenne, et le discours que nous allons reconstruire sur une nouvelle croissance, je suis sûr que cela apparaîtra davantage comme le collage, la juxtaposition de plusieurs démarches que comme une cohérence nouvelle.
Laurent Fabius a exposé un certain nombre de propositions d'ajustements, d'inflexions de nos engagements par rapport au processus européen. Je crois qu'il est absolument nécessaire de construire une cohérence entre ce que nous dirons sur ce plan là et c que nous allons affirmer par rapport à la nouvelle politique de croissance que nous allons appeler de nos vœux.
Deuxièmement, sur la question de l'emploi, j'ai lu un certain nombre de textes, et notamment le texte que nous a adressé Henri Emmanuelli, et j'ai lu avec soin ce qui était dit dans ce texte sur la réduction du temps de travail. Il me semble qu'il faut clarifier la question suivante : est-ce que la réduction du temps de travail est un élément en quelque sorte en plus par rapport à la politique de l'emploi, un élément certes positif, mais qui ne joue pas un rôle déterminant dans la construction d'une nouvelle politique de l'emploi d'une politique contre le chômage ?
Première possibilité, et dans ce cas là c'est une orientation : ou alors il faut dire que la réduction du temps de travail est un élément fort de la lutte contre le chômage, et cela engage y compris, vous le savez, les modalités mêmes de la réduction du temps de travail, de la négociation sur la réduction du temps de travail et des volets législatifs qui peuvent être proposés par rapport à la réduction du temps de travail. Je ne développerai pas ici ce débat, mais je crois que nous ne pouvons absolument pas dans les deux mois et demi qui viennent, faire l'impasse sur ce débat là.
Enfin, troisième point, sur la fiscalité, je crois qu'il est juste de dire que si on fait le bilan de tout ce que nous avons fait, lorsque nous étions au gouvernement, dans les différents gouvernements, je crois que l'un des points sur lesquels nous avons le moins bien réussi, c'est celui de la politique fiscale, en dépit d'initiatives positives, l'impôt sur les grandes fortunes, la CSG, etc., mais je crois que c'est un point sur lequel nous avons connu de graves échecs. Je pense à ces débats que nous avons eus avant 1993 sur la taxe départementale sur le revenu, que nous avons été conduits à renoncer et vous savez bien, mes chers camarades, que le fait que nous ayons renoncé sur ce point là, ne nous a pas permis de conserver une seule des voix que nous avions perdues.
Autrement dit, nous sommes confrontés à ce problème fiscal et ce problème fiscal est très difficile.
Pourquoi ? Parce que nous avons un idéal de justice sociale, et qu'il nous faut le mettre en œuvre, parce que nous avons un électorat et que cet électorat est toujours peu ou prou touché par une réforme fiscale juste et parce que toute réforme fiscale risque d'être impopulaire et quand je dis qu'elle risque c'est un euphémisme, vous savez que les meilleures réformes fiscales peuvent être combattues, y compris par les gens qui votent pour nous ou à qui nous demandons de voter pour nous.

Alors, par rapport à tout cela, je crois qu'il y a toujours plusieurs tendances possibles, il y en a une qui consiste à dire : finalement n'en faisons pas trop, parce que nous aurons du mal à vendre cela à nos électeurs. Je crois qu'il faut au contraire dire précisément ce que nous ferons et faire bien entendu ce que nous aurons décidé de faire, même si c'est impopulaire, et même si c'est difficile, parce qu'on attend là, et je dirai que si nous avons la chance (ce que nous espérons) de revenir au pouvoir, nous n'avons pas le droit de nous tromper par rapport à cet enjeu de la politique fiscale.
Alors, je crois qu'il faudra dire très précisément, premièrement qu'il faut imposer l'ensemble des revenus et notamment toute la fiscalité du capital du patrimoine des transmissions. C'est un premier point sur lequel il faudra faire une très grande clarté.
Deuxièmement, il faudra dire que si cela est nécessaire, cela ne suffira pas, qu'il faudra aussi mettre en œuvre une politique fiscale plus juste à l'intérieur par exemple du champ des salariés, et cela, vous le savez, n'est pas facile. Néanmoins, je crois que c'est absolument nécessaire.
Aujourd'hui, ce qui est la politique fiscale de la Droite et ce qu'on aurait appelé, ce que l'on peut appeler, est, je crois que cela n'a jamais été finalement autant justifié, une authentique politique de classes, quand on voit ce qui est fait par rapport à l'impôt sur le revenu, qui ne bénéficie en rien à ceux dont le revenu est le plus faible, ce qui est fait en termes d'impôts indirects, qui touche tout le monde, y compris les Rmistes et les chômeurs, et puis quand on voit (permettez-moi de le dire en tant que maire) cette extraordinaire démagogie qui consiste en fait, comme quelqu'un l'a dit tout à l'heure, à déplacer l'impôt popularité sur les élus locaux, parce qu'aujourd'hui dans toutes les villes de ce pays (on ne le dit peut-être pas assez fort), si vous prenez les décisions qui ont été prises par rapport à la DGF, DGE, à la Dotation de la compensation de la taxe professionnelle, la CNRACL, ces 5 points d'augmentation de fiscalité en moyenne dans l'ensemble des villes de ce pays que nous, nous devons endosser, ce qui est en fait un transfert par rapport aux règles qui étaient en vigueur précédemment.
Alors, il me semble qu'il nous faut avoir là-dessus un discours extrêmement clair, et ce discours il faudra aussi l'avoir sur la fiscalité locale et sur la part du revenu qu'on prend en compte pour définir les bases de la fiscalité locale. Celle-ci doit assurément être plus élevée que ce n'est le cas aujourd'hui.
Je crois que cela nous demandera beaucoup de courage mais qu'il nous faut dès aujourd'hui annoncer les perspectives fiscales et même si c'est impopulaire dans d'autres domaines, en effet Denis le disait, notre position est impopulaire, n'est pas facile à défendre, sur le moment mais nous aurons la fierté de pouvoir défendre un discours clair, tout simplement parce qu'il est juste.
L'autre jour, j'étais à une assemblée, c'était au comité des finances locales, où l'on parlait de la réforme des valeurs locatives, et je remarquais qu'entre les élus du parti nous n'avions pas tous la même position sur ce sujet. Certains disent : "les valeurs locatives, franchement ce n'est pas le moment d'en changer", pourtant c'est parfaitement injuste, aujourd'hui vous savez que dans toutes les

Collection Jean Jaurès

villes et dans les villages on impose les gens sur des données qui datent d'il y a vingt cinq ans, trente ans, ou quarante ans même pour le foncier. C'est complètement injuste et c'est tout à fait préjudiciable aux logements sociaux en particulier. Le mouvement HLM a un discours extrêmement clair là-dessus. Je dis que dès aujourd'hui il nous faut défendre une réforme de la valeur locative parce que c'est un facteur d'injustice. Simplement je sais bien que ce sera difficile à défendre, mais notre seul argument, finalement la seule chose qui vaille c'est notre pouvoir de conviction le fait que nous expliquions partout, et tout le temps, que nous nous battons pour une société plus juste, fait que cela doit se mettre en œuvre dans chacune de ces réalités de cette fiscalité.
Merci.

La présidente - Geneviève Domanechich.

Geneviève Damanechich

Merci chère camarade.
J'aimerais intervenir sur un point : le cadrage que Lionel nous a proposé ce matin dans le débat que nous allons poursuivre sur l'extrême droite et le Front National. J'interviendrai avec modestie comme nous y a invité Jean Glavany, car je crois que sur ce terrain là l'arrogance n'est pas de mise.
Lionel, tu as dit :
Premièrement, élaboration collective. Je n'insisterai pas. Cela va de soi, mais ce n'est pas toujours pratiqué, et je crois que sur ce problème là, en particulier sur le champ de la lutte contre le Front National, tout posture individuelle "plus anti Le Pen que moi tu meurs" à l'intérieur du parti Socialiste est un pain béni pour la cause que défend le Front National.
Donc premièrement, auto-discipline.
Deuxièmement, tu as dit Lionel : combattre le Front National par la pédagogie politique. Pour cela il faut du recul. Je partage le sentiment de ceux qui pensent que tout ce qui fait que Le Pen occupe la place centrale dans le débat politique, est fondamentalement négatif à la cause qu'est la nôtre.
Deuxièmement, tu disais " comprendre".
Comprendre, oui, Jean-Luc Mélenchon, c'est regarder la réalité en face. Regarder la réalité en face, c'est regarder une réalité avec oui des outils, qui permettent de regarder cette réalité. Il y a des outils statistiques, des outils qualitatifs, et puis il y a tout simplement le fait de parler avec les gens, parler avec l'électorat du Front National.
J'en donnerai un petit exemple.
Les outils quantitatifs. Certes, personne ici ne pense que les sondages ne constituent pas un outil utile.
Je nous invite à équilibrer le travail à partir des statistiques, des analyses qualitatives, telles qu'elles ont été faites, y compris par les instituts de sondage bien qu'ils en fassent moins que les candidats qui consistent à écouter, et analyser à partir d'entretiens qui durent une heure, deux heures, trois heures,

Fondation Jean-Jaurès

avec un échantillon d'une centaine de personnes, comme cela a été fait à la Sofrès ou sur Vénissieux.
Qu'est-ce que c'est que ce vote électoral ?
En ce qui concerne ces analyses qualitatives, du moins pour celles qui existent, je ne prétends pas à l'exhaustivité. Elles disent que c'est un vote hétérogène. Elles disent, ces analyses, que ce vote hétérogène suppose et entraîne le fait qu'il y a hétérogénéité sociale. Ce serait trop facile de croire que seuls les gens les plus en difficulté, les gens dans la galère, dans des situations difficiles les plus dures se recrutent dans l'électorat Le Pen.
Il y a aussi hélas ce vote qui témoigne de gens qui appartiennent, qui participent à une intégration professionnelle réelle.
Je disais hétérogénéité sociale. Je voudrais dire un mot sur l'hétérogénéité sur le plan psychologique et relationnel. Certains d'entre vous ont parlé de l'angoisse... je ne sais pas si ceux qui circulent en voiture écoutent une émission sur France Inter, sur le vote sur les manifestations, les quatre manifestations de Marseille samedi dernier. Il y a effectivement eu 4 manifestations à Marseille samedi dernier :
- une manifestation le matin Le Pen : la haine.
- une manifestation l'après-midi : un temps de recueillement autour de l'enterrement du petit Nicolas.
- une troisième manifestation des familles à nouveau parlant de haine, avec des paroles de lynchage que l'on entendait à travers ce reportage.
- et quatrième manifestation, le soir sur le stade, et à nouveau un temps d'apaisement.
Ce qui est extraordinaire, c'est que les observateurs, ceux qui ont regardé et ont participé à ces manifestations, ceux qui ont écouté les gens, étaient les mêmes que ceux qui étaient dans les quatre manifestations.
Si on ne comprend pas cette hétérogénéité des attitudes, si on ne comprend pas ce désespoir et en même temps si on ne comprends pas que derrière ce vote il y a un vote identitaire, le vote racisme, bête et méchant, criminel, le vote sécuritaire, le vote anti-immigration, si on regarde cela de près, eh bien ce vote ne représente qu'une partie du vote du Front National.
J'adhère totalement à ce que disait Denise tout à l'heure. Il y a un autre moteur : le vote malaise, le vote insatisfaction, etc.
C'est, et j'en termine là, qu'il faut que nous intervenions et que nous développions une pédagogie politique. Je ne crois pas qu'il soit utile d'attaquer de front, parce que cela ne sert à rien et somme toute, s'il y a un tiers de l'électorat du front national qui rassemble 13 ou 14% des voix aujourd'hui, c'est un vote racisme, c'est affreux et terrible, mais enfin 1/3 de 15%, c'est quand même pas le feu dans la maison !
En revanche, là où il y a des zones de fragilité, là où il faut intervenir, là où il y a du vote et de l'électorat du Front National, qui vient de chez nous, qui vient du PC, c'est là qu'il nous faut intervenir.
Il nous faut intervenir, certes, sur le plan politique mais peut-être que le mode de scrutin, bien que ce ne soit pas ma spécialité, doit être revu... j'ai entendu Gilles

Fondation Jean Jaurès

Catoire dire qu'il fallait intervenir sur le terrain social. Oui, y compris dans les politiques locales qui sont les nôtres, que c'était un vote flottant. Oui,... mais ce vote flottant, il faut l'attaquer.... pardonnez-moi j'ai tort d'utiliser un langage de guerre... il faut y répondre !
Ce n'est pas en excluant ceux qui se sentent exclus que nous ferons avancer notre cause.
Ce vote là, il faut le reprendre, il faut le travailler, il faut le travailler de près à travers - et j'ose espérer que vous n'allez pas et que je ne vais pas entendre que c'est encore un langage d'assistante sociale, car auquel cas je trouve que ce serait une irresponsabilité et une méconnaissance totale de la réalité et de la manière dont les gens se sentent souvent isolés, et non reconnus.
Que disaient les manifestations de Marseille ?... les manifestants de Marseille ?
"On ne nous écoute pas, on ne nous entend pas."
Comment faire en sorte que ces gens-là qui votent Front National et qui ne représentent pas l'électorat du Front National sur lequel il faut travailler, soient entendus ? Je pense qu'il faut développer un grand travail social sur le terrain, avec des lieux d'écoute et un travail d'écoute.
Le mot "écoute" a souvent fait grimacer dans ce Parti. Cela ne me choque pas particulièrement.
J'en terminerai en disant : cet électorat, que dit-il quand on regarde les analyses de près ?
Il dit : attente égalitaire, attente sur le terrain économique et social.
Cet électorat, là, loin de l'analyse péremptoire qu'il nous arrive de faire, et que je crois nous de devrions pas faire, cet électorat mérite cette énergie mobilisatrice dont parlait Lionel Jospin.
Cette pédagogie mobilisatrice va dans un sens, et faute de temps, ce sens, dans l'action politique, je le vois autour de l'héritage et des idées qui sont les nôtres.
(Applaudissements)

La présidente - Merci. La parole est à Jean-Claude Correz.

Jean-Claude Correz

Mes chers camarades, La situation pour le gouvernement est dramatique et pour autant nous savons, en ce qui nous concerne, que l'échéance de 1998 est incertaine.
Ce que l'on sait, c'est que le travail qui nous attend doit être une œuvre collective de rassemblement, si j'ose dire et il faut que l'unité se fasse entre nous d'elle-même.
Cette exigence de rassemblement et cette exigence d'unité, c'est vrai que nous l'approfondissons au travers d'une méthode collective, et c'est la raison pour laquelle nous devons nous y tenir.
Il n'y a rien de plus désagréable que de voir par voie de presse les anciennes méthodes d'un temps révolu où par des indiscrétions ou des fausses confidences hypocrites de journalistes, on s'aperçoit qu'on se distille toujours des choses qui ne sont pas agréables entre nous.

Fondation Jean Jaurès

Si je dis cela, c'est qu'il ne faut pas, vous vous en doutez, qu'on puisse continuer à avoir et à décerner des bons points à certains, des mauvais points à d'autres, pour la bonne et simple raison que si nous ouvrons ce débat par voie de presse, le but recherché, et notamment en ce qui concerne le sujet, que nous traitons aujourd'hui, se retournerait contre nous, comme un effet boomerang.
On pourrait citer tous les camarades qui se gargarisent d'arriver à réserver des places à des camarades femmes dans des circonscriptions quasiment imprenables. Yvette Roudy en a dressé la liste.
C'est à l'intérieur du Parti que nous devons loyalement et avec beaucoup de franchise se dire les choses. Je crois que c'est ce qui se passait par le passé.
Le cadre de 1998 c'est du travail qui nous attend, c'est un travail collectif, c'est un travail franc, entre Socialistes, qui doit être mené et non pas simplement, si on peut dire, par ceux qui gèrent, mais par tous, car cela ne doit plus exister.
(Applaudissements)

La présidente - Nous en avons terminé avec les interventions et je vous remercie d'avoir tenu jusqu'à cette heure. Bon retour chez vous... Un mot de Lionel...

Lionel Jospin

Il est trop tard... nous sommes peu nombreux pour que je réponde éventuellement à un certain nombre de questions.
Ce que je voudrais dire simplement, c'est que tout en tenant compte du fait qu'en raison des circonstances les rapports introductifs, notamment le mien, ont été fort longs, et ayant occupé une place trop importante initialement, au début du Conseil national, je crois néanmoins, connaissant nos habitudes que cela n'explique par le fait que nous soyons si peu nombreux pour finir.
Dans ces conditions, après en avoir parlé au Bureau national, qui nous fera des propositions, je serai assez partisan que nous nous efforcions d'être moins répétitifs en ce qui concerne le rapport d'activité afin que ce dernier ne fasse pas double emploi. On va examiner tout cela. Il faut que plus de place soit laissée aux membres du Conseil national. Je me demande, sans trancher maintenant, s'il ne faudra pas s'inspirer, pour le Conseil national, de la méthode que nous avons utilement mise en œuvre lors de notre dernière Convention nationale et qui vise à limiter le temps de chaque intervention, de toutes les interventions, de façon à ce qu'on puisse terminer ensemble.
Je ne promets pas honnêtement de pousser la vertu au-delà du raisonnable dans l'avenir.
Il vaut mieux des méthodes qui nous permettent d'être tous ensemble. On va en reparler et on fera des propositions.
Merci, bon retour chez nous.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès